

# Magazine **Managers**

L'Afrique qui gagne, sa diaspora qui réussit

**A MON HUMBLE AVIS**  
Par Mouftaou Badarou



N° 11 Mars-Avril 2010

Prix : 3 euros ■ 2 000 FCFA

**ENQUÊTE EXCLUSIVE**

**PRESIDENTS  
AFRICAINS**

**COMBIEN  
GAGNENT-ILS ?**

**Les plus dépensiers  
et les plus chiches**

**A L'AFFICHE**

**Maï Traoré  
Ali Haddad  
Hymane Ben Aoun  
Eric Pantou**

**TOGO**

**10 hommes de pouvoir**

**COACHING**

**Reussir son entretien d'embauche  
Comment fidéliser sa clientèle**

L19098-10-F : 3,00 EUROS-RD



France 3 euros Algérie 150 DA Allemagne 3 Euros Belgique 3 euros Canada 5,50 dollars  
DOM 3 euros Espagne 2,5euros Italie 3,5 euros Maroc 200Mauritanie 900 MMD  
Pays Bas 3,5 euros Portugal 3,5 euros Royaume Uni 2,80 livres sterling  
Suisse 5,60 FS Tunisie 2,80 DT USA 6 dollars Zone CFA 2 000 FCFA







François I  
paris

## A MON HUMBLE AVIS

Par Mouftaou BADAROU  
Directeur de la Publication



### N'ayez pas peur de dire : « Viens la mort, on va danser ! »

C'est à la fin du bal qu'on paye l'orchestre. C'est au soir de sa vie que l'on comptabilise les succès et les regrets. Afin que le bilan de votre vie ne se résume pas en un catalogue de regrets, il faut absolument percer le secret du pouvoir et de la réussite, cette flamme qui anime les vainqueurs. En étant provocateur, je dirai que si votre but dans la vie n'est pas d'être anonyme parmi les six milliards d'habitants de la terre, si vous n'avez pas vocation à figurer parmi les êtres tristement ordinaires et banals, ceux-là qui sont émoussillés avant de mettre le pied dehors, eh bien, vous devez absolument vous transcender, vous distinguer de la masse pour être le meilleur dans votre domaine. Le Seigneur (pour ceux qui sont croyants) ne sauve pas totalement du pétrin, le salut absolu réside en chacun de nous. Dieu a assez fait en nous pourvoyant du bon sens et d'un libre arbitre. A nous de les utiliser à bon escient afin d'atteindre nos objectifs. A condition de ne pas vouloir des choses déraisonnables, chacun peut exceller dans son domaine et s'offrir une vie décente et heureuse. Les obstacles pour décrocher le Graal sont évidemment gargantuesques. Mais, votre courage devra être en proportion. « **Viens la mort, on va danser !** » s'écrient souvent les intrépides. Formule à prendre évidemment au figuré. Il ne s'agit pas de l'inconscience d'un suicidaire, mais de vaillance. Il ne s'agit point de bluffer pour épater, ni fonder sa réussite sur des

coups de poker, mais d'arriver au sommet par des efforts constants, répétés et irréversibles.

Je vois ici à Paris, comment des figures de la diaspora africaine, à l'instar du couturier Kovalin Tchibinda, ou de l'esthéticienne Mai Traoré, se battent au quotidien pour conforter leur réussite. La France, je n'y suis pas né, mais j'y ai déjà passé dix ans de ma vie, j'ai bu aux sources de sa culture, j'ai fait mien son passé, je respire sous son ciel, et je m'efforcerai de célébrer les parcours de réussite de mes frères et sœurs qui honorent l'Afrique, ici en France ou au pays, ou même ailleurs en Europe et en Amérique.

Mes lecteurs ne le savent que trop, et voici des années que je traite de ce sujet : il n'y a point de fatalité en ce bas monde, la réussite est à la portée de chacun de nous, pour peu qu'on la désire fortement. Le professeur William James, un grand psychologue a dit ceci : « *Si seulement vous portez un vif intérêt à un résultat, vous l'obtiendriez presque certainement. Si vous souhaitez être riche, vous serez riche. Si vous souhaitez être instruits, vous le seriez. Vous devez alors souhaiter SEULEMENT CETTE CHOSE et la souhaiter exclusivement. Et surtout, ne pas vouloir en même temps une centaine d'autres choses incompatibles avec la première* ».

N'oubliez pas : mieux vaut être lion un jour qu'un mouton toute sa vie.

A très vite sur cette même page.

Mouftaou Badarou

# SOMMAIRE

## FOCUS

06 Managers IN/Manager OUT

## A L'AFFICHE

07 **MAÏ TRAORÉ**  
«Rendons le monde plus coloré»

07 **WHO'S WHO**

Jean Koreki

08 **SHEILA CRUMP JOHNSON**

La première Africaine Américaine à devenir milliardaire aux Etats-Unis

09 **MAE. C. JEMISON**

La première Africaine Américaine astronaute au monde

10 **ALI HADDAD**

«Nous comptons bel et bien exporter notre savoir-faire acquis après tant d'années de labeur»

10 **WHO'S WHO**

Harley McKenson KenguEIEwa

## MENTION BIEN A

11 **KOVALIN TCHIBINDA**

«Notre concept est novateur et nous y avons rajouté un service clientèle de haute qualité»

## EN COUVERTURE

12 **ENQUETE EXCLUSIVE**

Président africains : combien ils gagnent réellement ?

## L'AFRIQUE QUI GAGNE

32 **OSMOSE FINANCES**

Une trouvaille africaine

## INDICATEURS

33 **LES FONDS SOUVERAINS**

Un risque ou une chance ?

34 **ALGERIE**

Sur les ruines de l'empire Khalifa

35 **RAFIK KHALIFA**

Itinéraire d'un enfant gâté

## COACHING

37 **COACHING**

Fidéliser la clientèle  
Réussir son entretien d'embauche

## ÇA VOUS INTERESSE

44 **ALLÔ DOCTEUR**

3 Conseils pour arrêter de fumer  
Votre enfant et le sport

46 **FORME ET BIEN ÊTRE**

Courez, vous vous porterez mieux  
Les vertus de l'eau de source

48 **VOTRE SANTE**

Abdoulaye Fadiga

49 **SHOWBIZ**

50 **A LIRE**

Les relations Chine-Afrique

51 **BACAI SANHA** : incarne-t-il le renouveau ?

52 **NIGER**

La nouvelle donne politique

## ENJEUX POLITIQUES

56 **TOGO**

Dix hommes de pouvoir

58 **DJIBOUTI** veut attirer davantage d'investisseurs

59 **RWANDA**

Les militaires à l'honneur

## RENCONTRE

61 **MARCEL KIMFOKO**

«Je ne suis pas certain que le débat sur l'identité nationale réponde aux vraies aspirations des Français...»

## POINT FINAL

62 Profitons-nous assez de la vie ?

N°

11



## EN COUVERTURE

12 **ENQUETE EXCLUSIVE**  
**PRÉSIDENT AFRICAINS**  
combien ils gagnent réellement ?

## LE PRIX DU MANAGER D'EXCELLENCE

Dans le cadre des festivités marquant les 50 ans de l'indépendance de la plupart des pays africains francophones, votre magazine organise le 13 juillet prochain à Paris **La Nuit des Managers**, au cours de laquelle seront décernés différents prix dont :

- > le Prix Nelson Mandela du Manager d'Excellence
- > le Prix de la créativité
- > le Prix de l'innovation
- > et le Prix du meilleur manager de média

Nous y reviendrons.



**A L'AFFICHE**  
Ces managers qui honorent l'Afrique

07



**ENJEUX POLITIQUES**

**TOGO**  
10 Hommes de pouvoir

56



**Eden-Sephora Services**

Entreprise agréée sur les services à domicile

**Debora .L. COMBO**  
Manager

Téléphone : 01 41 03 14 98  
Télécopie : 01 49 32 24 18  
Portable : 06 98 81 14 98  
Site : edensephoraservices.com  
Siret : 51275842600013  
N° Agr: N/021009/F/093/S/068





## MANAGERS IN



### Femi Otedola

Ce self made man est à la tête de Zenon Petroleum & Gas, ce qui fait de lui le plus grand importateur de diesel du Nigeria. Zenon est le fournisseur en fuel de la quasi totalité des sociétés au Nigeria, tels que Dangote Group, Cadbury, Coca Cola, Nigerian Breweries, MTN, Unilever, Nestle et Guinness. Femi Odetola est ainsi le propriétaire du plus grand dépôt de fuel au Nigeria qu'il a acheté pour 14 million dollars. Il est également propriétaire de quatre bateaux marchands à travers sa société Atlas Shipping agency, sans compter le fait qu'il détient la majorité des actions des sociétés Swift Assurance, FO Properties Ltd et FO Transport.



### Wendy Luhabe

Elle a fondé une entreprise dont le seul but est de générer des revenus pour les femmes noires sud-africaines, contribuant ainsi à l'indépendance économique de ses sœurs. Cette activiste a gravi avec détermination les échelons de la société. Etudes commerciales supérieures, participation aux comités directeurs de plusieurs entreprises, puis fondation en 1994 de Wiphold, une compagnie d'investissement dont les actionnaires sont exclusivement des femmes, surtout des Noires. 350 000 bénéficiaires ont pu profiter de l'appui financier de Wiphold. Wendy a également monté une société de capital-investissement (private equity) qui place ses fonds dans des sociétés de divers secteurs, mais exclusivement détenues par des femmes. Son mari est ministre d'une province sud-africaine.



### Hymane Ben Aoun

43 ans, allure chic et décontractée cette diplômée en langues étrangères à la Sorbonne née à Paris, de parents tunisiens, est une chasseuse de talents émérite. Sa cible : les talents dans le secteur high-tech. Ses clients ? Des start-up ou autres entreprises à la recherche de la perle rare. Elle a lancé en 2004 Aravati, un cabinet spécialisé en ressources humaines, bilans de compétences et coaching dans le secteur du high tech. Sans avouer pratiquer la discrimination positive, la jeune maman d'une fille de 5 ans, qui a grandi à Clichy-sous-Bois (en banlieue parisienne) veut contribuer à faire éclater, en France, le plafond de verre qui empêche encore de jeunes talents d'accéder aux plus hautes fonctions, dans les entreprises.

## MANAGER OUT



### Philibert Andzembé

L'ex-gouverneur de la BEAC (en poste de 2007 à décembre 2009) fait face depuis 15 février 2010, à un audit spécial des comptes de l'institution (des procédures budgétaires et comptables), afin de mesurer l'ampleur des détournements orchestrés par un ex-comptable du bureau extérieur de Paris. 25 millions d'euros ? Comme l'a démontré une enquête interne de la banque. Ou 50 millions ? Comme le murmure t-on dans les couloirs du bureau à Paris. De 2004 à 2009, 139 personnes physiques ou morales ont bénéficié des détournements sur lesquels Philibert Andzembé et d'autres cadres de la BEAC ont fermé les yeux.

### PREMIER SOMMET INTERNATIONAL DES DÉCIDEURS

A l'initiative de Dr Élisabeth Ilboudo, fondatrice de l'Agence de recherche pour l'initiative privée en Afrique Sub saharienne et Présidente de Dauphine Afrique, Ouagadougou a abrité les 29 et 30 novembre 2009, le premier sommet international des décideurs où plus de 200 intellectuels ont pu échanger et mutualiser leurs expériences de terrain et leurs compétences en vue de trouver des solutions à la crise du système éducatif africain et à la gestion des matières premières. En marge du sommet, des rendez-vous d'affaires ont été pris par des porteurs de projets, notamment dans la micro finance et l'énergie solaire.

Placé sous le haut patronage de Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, le sommet a bénéficié de la contribution du Premier Ministre du Burkina Faso, Tertius Zongo qui a dévoilé sa stratégie de sortie de crise au niveau de la sous-région, du ministre français de l'enseignement supérieur, Valérie Pécresse, de Nouréini Tidjani-Serpos, Sous-Directeur général de l'UNESCO. Pour le président de l'université de Ouagadougou, professeur Jean Kouliadiati, au-delà de l'espoir ravivé par ces échanges d'idées, un changement des modes opératoires est nécessaire. Son homologue de l'université Paris-Dauphine, le Professeur Laurent Batsch, a insisté sur l'intérêt d'une formation de haut niveau connectée au tissu économique et au monde du travail.

**Erratum** Une malencontreuse erreur nous a fait écrire Zacharie Chanou au lieu de Zakary Chanou en couverture et à la page 8 de notre précédent numéro. Toutes nos excuses à l'intéressé.

# MAÏ TRAORÉ

Présidente de *Be colored*



## «Rendons le monde plus coloré»

Par Bilkiss Diabatantou

Diplômée de l'Ecole européenne de commerce et de l'Ecole supérieure de commerce et de gestion de Paris (spécialité : organisation et gestion de l'entreprise), Maï Traoré parfait tout d'abord sa formation en intégrant une grande multinationale : Kodak-Pathé.

Marketing, commercial et gestion, elle évoluera dans diverses fonctions pendant huit ans... avec déjà en tête l'idée de se consacrer un jour à sa véritable vocation : le maquillage.

En 2002, elle passe le pas et intègre la prestigieuse Ecole de maquillage «Christian Chauvin» à Paris. Son objectif : mieux appréhender le maquillage professionnel, son milieu et ses contraintes. En 2004, constatant l'insuffisance des offres maquillage pour les peaux colorées, elle crée Ehnik Conseil, une agence de conseil en développement commercial et marketing ethnique. Pendant quatre ans, elle conseillera des marques de cosmétique comme Iman, l'Oréal, Mizani et Be colored. Mais, plus que conseillère Maï souhaite devenir une actrice à part entière du secteur. Proposer aux peaux colorées une offre véritablement adaptée à leurs besoins en leur accordant la même considération qu'à toute autre femme, est, pour elle, un acte social encore plus que commercial. C'est ce rôle qu'elle entend jouer et c'est Be colored qui lui offrira l'opportunité.

En janvier 2008, Maï est d'abord nommée directrice du développement pour Be colored, avant d'en devenir présidente et actionnaire majoritaire début 2009.

Sous l'impulsion de Maï et de sa nouvelle équipe, Be colored affiche aujourd'hui un nouveau positionnement clair et ambitieux : «*Rendons le monde plus coloré*», avec des valeurs fortes comme la transversalité, la proximité, l'accessibilité. Des produits respectueux des pigments, et des textures élaborées pour répondre aux besoins de toutes les couleurs de peaux. Une marque de maquillage à l'image de Maï, l'image des femmes d'aujourd'hui : universelle, affirmée et active.

## Who's who

■ Par Yasmine Eltahawy

Franco-Ivoirien de 45 ans, fils de feu Koreki Mian Christophe, ex-ambassadeur de Côte d'Ivoire, Jean koreki vit en France depuis avril 2003, après avoir occupé le poste de chef de projets à Telecel (MTN) à Abidjan. Il est le président-fondateur de **Kor Even, une agence de communication très en vogue en Europe.**

Kor Even est spécialisé dans la création d'événements, la conception de support de promotion au plan international, en passant par le conseil dans l'organisation d'événements et l'accompagnement des porteurs de projets en Afrique. Depuis sa création en avril 2008, Kor Even a su s'imposer et devenir incontournable dans la communication événementielle internationale, grâce notamment à des offres de services personnalisées originales et innovantes. Jean Koreki est également formateur et conseiller en stratégie et développement pour le compte de cabinets conseils, d'entreprises et d'institutions. Délégué consulaire à la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, en charge du développement de la banque des projets d'investissement pour les Ivoiriens de l'étranger (Europe, Etats-Unis, Asie) avec une domiciliation à Paris, il est diplômé de l'université Paris 12 obtenu dans le cadre d'une validation des acquis de l'expérience, en Master Marketing et Management des réseaux commerciaux. Entre autres accésits, il est titulaire d'un Certificat de formation en Management événementiel obtenu à l'Ecole Supérieur de Management et de

## JEAN KOREKI

Gestion à Paris, et d'un diplôme d'ingénieur technico-commercial obtenu à l'Ecole de Commerce et de Gestion d'Abidjan. A l'actif de Kor Even :

- la communication sur le 1er colloque sur l'investissement privé en Côte d'Ivoire en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire et le MEDEF (26 Mai 2009)
- la co-organisation de la 2<sup>ème</sup> édition du festival mondial peul à Bruxelles 2009 (27 juin 2009)
- l'organisation d'une conférence à Paris sur les opportunités d'investissement des projets issus de la diaspora, avec Jean Louis Billon, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (décembre 2009)
- la communication sur le 2<sup>ème</sup> colloque sur l'investissement privé en zone UEMOA à Paris (prévu pour Mars 2010).

Contact : agence.korevenement@gmail.com





# SHEILA CRUMP JOHNSON

## La première Africaine Américaine à devenir milliardaire aux États-Unis

■ Par Habibatu Guèye

**S**heila Crump Johnson est née en Pennsylvanie en 1949. Elle est à la fois femme d'affaires, musicienne, philanthrope et l'une des rares Africaines Américaines propriétaires d'une équipe sportive professionnelle. Présidente et directrice associée de la Washington Mystics, une équipe féminine de basket-ball, elle est la fille d'un neurochirurgien qui lui a insufflé son amour de la musique. Son rêve de devenir un violoniste de concert est devenu réalité quand elle remporte le concours Orchestra de l'État de l'Illinois. Après son mariage avec Robert Johnson, elle a enseigné la mu-

sique à Washington, DC. Le roi Hussein de Jordanie lui remettra un prix spécial pour avoir contribué à la création du premier conservatoire national de musique de ce pays.

Co fondatrice en 1980, avec son ex mari, de Black Entertainment Television (BET), - le premier et le seul réseau câblé de télévision destiné aux Afro-américains- Sheila Crump Johnson, qui a été vice présidente de cette chaîne, y a développé un prime talk show, «*Teen Somme*», une tribune de

discussion pour les jeunes, autour des thèmes aussi importants que la drogue et le sida. BET sera finalement vendu en 2000 à la compagnie Viacom pour environ 3 milliards de dollars. Le couple Johnson divorce en 2002, après 33 ans de mariage et deux enfants. Depuis lors, Sheila Johnson a fondé de nouvelles entreprises, mais son intérêt principal demeure le mécénat orienté vers l'accès des jeunes à l'art et à la culture. Elle a ainsi fait don de millions de dollars à des organismes de bienfaisance dont le United Negro College Fund, l'International Center for Missing & Exploited Children ainsi que plusieurs universités. La Fondation Sheila C. Johnson, finance les études supérieures de lycéens de condition modeste. Elle siège au conseil d'administration de plusieurs organisations philanthropiques, notamment la Parsons The New School for Design et la Fondation Christopher Reeve.

### SON INTÉRÊT

PRINCIPAL

DEMEURE

LE MÉCÉNAT

ORIENTÉ VERS

L'ACCÈS DES

JEUNES À

L'ART ET

À LA CULTURE.



# MAE. C. JEMISON

## La première Africaine Américaine astronaute au monde

■ Par Mariama Bakary

**M**ae.C. Jemison est née le 17 octobre 1956 à Decatur au nord de Birmingham en Alabama. Cet Etat étant l'un des bastions de la non intégration des Noirs aux écoles réservées aux Blancs, la percée de la petite Mae à l'école fut un parcours du combattant. D'ailleurs, celle-ci raconte souvent cet épisode de sa vie scolaire : «*Qu'aimerais-tu faire quand tu seras plus grande ?*» lui demanda un jour sa maîtresse de l'école maternelle. «*Je voudrais devenir une scientifique, les sciences sont ma passion !*» dit sans hésitation Mae. «*Tu veux dire une nourrice*» lui rétorqua cette maîtresse, qui, au lieu de l'encourager, voulait ainsi lui rappeler la condition modeste des femmes noires de l'époque. Car, malgré l'abolition de la ségrégation le 21 décembre 1956 par la Cour Suprême américaine des USA, le 3 Sep 1957, le Gouverneur Orval Faubus faisait en dépit de la loi, interdire, à Little Rock, par la Garde Nationale, l'entrée d'un lycée blanc à neuf étudiants noirs. Le Président américain fut obligé d'envoyer les troupes fédérales maintenir l'ordre. Cependant, les autorités locales préférèrent fermer les écoles plutôt que d'y admettre des étudiants noirs. Les échauffourées continuèrent alors longtemps, pendant que le grand leader noir Martin Luther King, était plusieurs fois arrêté puis relâché.

A l'âge de 6 ans, Mae fut confronté au cas de l'étudiant noir James Meredith, qui s'est vu refuser l'entrée de l'Université du Mississippi, malgré l'autorisation formelle de la Cour Suprême le 10 Sept 1962. Le Gouverneur Roos Barnett vint alors en personne lui en interdire l'accès. Après une nuit d'émeute, 15 000 fédéraux seront mobilisés pour assurer la garde de Meredith et l'accompagner au cours dans cette Université.

En dépit des troubles de cette époque, Mae poursuit ses études pour se voir décerner, en 1977, sa licence d'ingénieur chimiste au Stanford University et en même temps aussi la licence de lettres en art africain et en études afro-américaines. Mae aurait bien pu s'arrêter là, mais tenace, elle se lance alors dans des recherches sur l'art photographique, les arts plastiques et étudie les langues comme le russe, le japonais et même le swahili. Puis quelques années plus tard, elle obtient son doctorat de médecine et participe à des missions humanitaires à Cuba avec l'AMSA (American Medical Student Association), avant de partir en 1979, en voyage d'études sur la santé en milieu rural au Kenya, puis en



Thaïlande où elle s'occupa de réfugiés Cambodgiens en 1980. Quand la navette Challenger a explosé en vol tuant tous les astronautes, le programme spatial américain a été mis en suspens, ce qui aurait pu mettre un terme aux rêves d'espace de Mae. Il n'en a été rien été puisqu'après un premier échec, lors de sa seconde tentative elle fut acceptée à la National Astronautics and Space Administration (NASA), l'un des quinze admis sur près de deux mille candidats.

En 1988, elle avait terminé sa formation, et était qualifiée pour voler dans l'espace, en tant que scientifique responsable d'opérations techniques et d'expériences. Au sol, elle s'occupait de logiciels informatiques, et des protections thermiques qui empêchent les navettes de brûler lors de leur rentrée dans l'atmosphère terrestre.

Le 12 Septembre 1992, ses rêves d'espace se concrétisèrent. Son premier vol eut lieu à bord de la navette Endeavour qui transportait un laboratoire baptisé Spacelab-J et développé au Japon. La mission d'une semaine était la première co-organisée par les Etats-Unis et le Japon. Mae et les six autres membres d'équipage ont testé les effets de l'absence de gravité sur des animaux et des humains. Mae en particulier fut occupée à développer des procédures pour l'expérimentation en vol, la coordination des expériences en vol avec le Research Procedures and Protocol Committee.

Elle développa également du matériel, écrivit des ouvrages et créa des prototypes d'expérimentation sur la moelle osseuse.



## ALI HADDAD

PDG de l'ETRHB-Algérie



«Nous comptons bel et bien exporter notre savoir-faire acquis après tant d'années de labeur»

■ Par Youcef Maallemi

Tourisme, travaux routiers, travaux maritimes, construction de voies ferrées, hôtellerie, commercialisation de véhicules, production de matériaux de construction, promotion immobilière et vente de bitumes, ETRHB étend ses tentacules partout. Au nombre des fleurons performants du Groupe figure la société algérienne des véhicules, engins et maintenance (Savem). Cette filiale a été créée en mars 2006 pour assurer la distribution exclusive et le service après-vente notamment des engins de travaux publics et des pompes à béton des constructeurs sud-coréens Doosan et Hanwoo. Dans le cadre de la réalisation des grands projets de transfert d'eau au centre, à l'est et à l'ouest du pays, le Groupe ETRHB s'est doté de deux usines de fabrication de tuyaux verticaux et est actuellement en passe de construire des villages touristiques via sa filiale tourisme et hôtellerie, nous apprend son PDG Ali Haddad, qui ajoute qu'« il est question de filialiser la direction des travaux publics et de création d'autres filiales dans les domaines de l'hydraulique, des transports et dans le secteur maritime ». S'adapter au contexte de la mondialisation suppose pour ETRHB une mise à niveau et un réajustement sans cesse de sa démarche managériale. Surtout qu'ETRHB est associé à plusieurs projets dans d'autres pays africains et européens. « Nous comptons bel et bien exporter notre savoir-faire acquis après tant d'années de labeur », s'enorgueillit Ali Haddad. ETRHB prend donc part aujourd'hui à la réalisation d'une multitude de projets d'infrastructures de base. Cette entreprise se veut égale-

## Who's who

HARLEY MCKENSON  
KENGUELEWA

Le Camerounais Harley McKenson Kenguéléwa est le gérant-fondateur de McKenson Invest. Créée en mars 2007, la société McKenson Invest gère un site web d'opportunités d'affaires qui permet donc une mise en relation, en temps réel, entre les parties.

Concrètement, les Business Angels et autres Investisseurs institutionnels s'inscrivent gratuitement sur la plateforme McKenson Invest. Grâce à ses outils de stockage, la société McKenson Invest gère une banque de données comportant l'ensemble des informations relatives aux opportunités de financement pour l'Afrique qui ont été collectées, structurées et stockées par thématique.

McKenson Invest s'adresse surtout aux Investisseurs qui souhaitent prendre des participations dans les sociétés domiciliées en Afrique (Business Angels, Fonds d'investissement...) ou qui proposent de financer directement des projets pour l'Afrique (Banques, organismes de micro finance, fondation...). Le site s'adresse également aux entreprises ou individus porteurs de projets et/ou à la recherche d'un financement pour une activité en Afrique; aux étudiants africains ayant besoin de financer leurs recherches; aux demandeurs d'emploi de toute nationalité, désirant s'établir en Afrique pour y travailler; ainsi qu'aux Chambres de commerce d'Afrique et autres organisations patronales sectorielles.

■ Jean-Patrick Essomé



ment un partenaire fiable autant du secteur de l'hydraulique et de l'énergie, de celui du Bâtiment où des Transports ainsi du Tourisme et du domaine maritime. Dans le secteur des travaux publics, l'une des préoccupations majeures de la direction de l'entreprise est de livrer le tronçon de l'autoroute Est-Ouest (projet du siècle de l'Algérie). Après vingt ans d'expérience, l'entreprise ETRHB participe à la réalisation des projets les plus en vue parmi ceux initiés dans le secteur des travaux publics et au sujet desquels le ministre Ghoul s'efforce d'assurer un suivi permanent.

## KOVALIN TCHIBINDA

La sape, c'est son affaire !

Cadre dans une entreprise parisienne, Kovalin Tchibinda développe un concept novateur en tant qu'auto-entrepreneur : la vente de Sape via Internet. Il a ainsi créé le site biensaper.com avec pour ambition d'habiller aussi bien l'élite africaine et européenne que Monsieur et Madame tout-le-monde.

« Notre concept est novateur et nous y avons rajouté un service clientèle de haute qualité »

■ Propos recueillis par Nathalie Essonne

D'aucuns en voyant les sapeurs défilers dans les rues poussiéreuses de Brazzaville s'exclament : « la sape, c'est futile ! » Que leur répondez-vous ?

Je ne pense pas que le phénomène de la « Sape » soit futile. C'est un mode de vie, un art et une manière d'être qui est né dans un pays africain, particulièrement au Congo-Brazzaville. Quand certains Européens veulent nous faire croire que l'Afrique rechigne à entrer dans la modernité, je crois que la Sape démontre le contraire.

On peut traduire ce phénomène comme une foi et une espérance dans la vie. Il signifie que même si on est pauvre on peut garder sa dignité en restant toujours chic et élégant. C'est la philosophie de la Sape qui a largement inspiré la création de l'entreprise biensaper.com dont la devise est la classe à prix discount.

En quoi le concept biensaper.com est-il novateur ?

Le concept biensaper.com est novateur dans l'offre qu'il propose. Jusqu'ici les adeptes de la Sape n'avaient comme choix que l'achat de vêtements dans un magasin physique. Aujourd'hui ils peuvent bénéficier du e-commerce en commandant leurs vêtements sur Internet. Ce système leur permet de bénéficier très rapidement des dernières tendances des différents créateurs. En cas de non-satisfaction, les clients ont une semaine pour échanger ou se faire rembourser. Et ils bénéficient du meilleur système de paiement en ligne. Nous avons rajouté à ce concept un service

clientèle de haute qualité pour répondre aux questions de nos clients, satisfaire leurs réclamations éventuelles, les guider sur notre site.

Comment voyez-vous biensaper.com dans 10 ans ?

Dix ans c'est trop loin. J'aurai préféré que vous me posiez la question sur cinq ans. A moyen terme, nous allons continuer notre croissance. En 2010 déjà, nous recrutons deux commerciaux en contrat à durée indéterminée. Nous ouvrons également à la fin 2010 ou au début 2011 une boutique physique dans deux grandes métropoles européennes. Nous souhaitons devenir dans les prochaines années un acteur incontournable de l'habillement masculin et féminin. Grâce à notre savoir-faire, nous allons vulgariser le phénomène de la « Sape », à l'échelle planétaire. C'est mon utopie à réaliser dans les 10 prochaines années.

Quelle synergie envisagez-vous de nouer avec les couturiers travaillant sur place en Afrique ?

Pour obtenir une synergie avec les couturiers travaillant en Afrique, il faut que les gouvernements africains renforcent la formation des couturiers locaux et s'engagent dans l'achat de technologie pour industrialiser la fabrication des vêtements. L'idéal serait que tous les tissus de biensaper.com soit fabriqués en Afrique avec une exigence écologique. Cela nous permettrait d'obtenir un avantage comparatif pour gagner des parts de marché à l'export.



Si les décideurs africains souhaitent bénéficier de l'expertise des opérateurs économiques issues de la diaspora, j'apporterais mon concours à la promotion de l'industrie vestimentaire en Afrique.

Décrivez-nous votre journée de travail type.

Tous les jours ma journée commence par une réunion avec l'équipe commerciale (Suivi des commandes, des retours, marketing etc.) Après cette réunion nous lançons une campagne de communication auprès de nos clients afin qu'ils bénéficient d'offres promotionnelles.

Dans la journée je veille à ce que toutes les commandes à envoyer soit expédiées. Après expédition des marchandises, les clients doivent être avertis par mails. Je gère également toute la facturation et les stocks.

Mes journées sont longues comme celles de nombreux chefs d'entreprise. Mais c'est un bonheur de se réaliser à travers une entreprise que l'on a créée soi-même.





EN COUVERTURE



# ENQUÊTE EXCLUSIVE



# PRÉSIDENTS AFRICAINS



*Obasanjo m'a offert 500 000 dollars lorsque je lui ai expliqué qu'en dépit de tout ce que l'on raconte sur ma supposée fortune, je ne possède pas un penny et que je voulais travailler pour gagner ma vie.* » Ce n'est pas une anecdote, c'est le témoignage de l'ancien président libérien Charles Taylor devant le Tribunal pénal international de La Haye. On peut le croire ou non, mais, il reste qu'avec l'affaire du cadeau du président Abdoulaye Wade au représentant du FMI en fin de mission à Dakar (une valisette contenant des coupures de billets d'euro -100 000- et de dollar américain -50 000- soit 88 445 000 FCFA), de l'argent, beaucoup d'argent circule entre les mains de nos chefs d'état.

Fonds de souveraineté, fonds politiques, caisses noires de l'Etat, budget spécial, peu importe comment on les appelle ici ou là, cet argent constitutionnellement attribué est entre « *les mains du chef de l'Etat qui l'utilise comme bon lui semble. Si le président de la République puise dans cette caisse noire un milliard ou vingt milliards pour les donner à quelqu'un, il n'a de comptes à rendre à personne* » expliquait Serigne Mbacké Ndiaye, ministre conseiller du chef de l'Etat sénégalais; en guise de défense de son patron dans l'affaire présentée comme une tentative de corruption d'un fonctionnaire international.

Le magazine Managers a voulu enquêter là-des-

sus. Nous avons voulu savoir à combien s'élève la dotation légale allouée aux différents palais présidentiels et comment ces sommes colossales sont-elles utilisées. Autant vous le dire tout de suite, le sujet est des plus sensibles et c'est un immense secret qui l'entoure. Puisque la plupart de ces budgets ne sont qu'indicatives et des rallonges sont souvent demandées auprès du Trésor public, laquelle structure constitue l'«arrière poche» de bien de nos dirigeants. Des pays nantis comme le Gabon, à l'abri de la forêt équatoriale, à ceux plus démunis comme le Niger où le désert couvre presque tout, nous sommes allés à la rencontre de «*grandes oreilles*» et de «*langues pendues*». De «*grandes gueules*», jamais en retard d'un commentaire sur l'activité des dirigeants, ont manié avec diligence les circonlocutions alambiquées autour de «*rumeurs*» invérifiables. Nous avons pris contact avec des familiers des palais présidentiels. Certains collaborateurs des chefs d'Etat ont gentiment refusé d'évoquer le sujet, d'autres ont piqué de ces colères ! Des observateurs avertis, journalistes, responsables d'ONG ou de mouvement de société civile, chercheurs, sociologues, se sont montrés des plus prudents.

Etat des lieux, non exhaustif, bien sûr, sur l'argent des présidents africains.

■ Une enquête d'Oussouf Diagola

# Combien gagnent-ils réellement ?





## EN COUVERTURE

Autant le dire tout de suite. Notre objectif n'est pas de dénoncer un quelconque acte de corruption, mais de parler de « la caisse noire » des présidents africains, de leurs budgets spéciaux, de comment ils s'en servent, s'ils sont généreux, prodigues ou chiches. D'abord combien gagnent-ils ?

## VOUS AVEZ DIT SALAIRE ?

**C**e sont les parlementaires qui sont censés fixer annuellement le montant du salaire présidentiel, lors du vote de la Loi des finances. Mais, très souvent, des budgets sont alloués à la présidence sans plus de précision sur leur ventilation précise. Il y a bien sûr le salaire de base qui est très souvent accompagné d'autres avantages. Comment calcule-t-on le salaire d'un chef d'Etat ou de gouvernement ? La

tradition anglo-saxonne s'accorde à l'indexer soit sur celui du plus haut magistrat du pays, soit sur celui des parlementaires. Depuis 2001 au Canada, on le calcule désormais sur la base des salaires dans le privé, où souvent les montants sont très élevés. Justement pour sauvegarder la dignité matérielle du chef de l'Etat face aux grands patrons. Il y a des pays où le salaire annuel du chef de l'Etat est rendu public. Ailleurs, la question est taboue, bien que cet argent ne représente que très peu de choses finalement dans les revenus annuels du président de la République. Certains pays ont même prescrit à leur président l'obligation de déclarer chaque année ses revenus. Très peu suivent cette obligation. Certains s'y obligent toutefois mais seulement lors de l'entrée en fonction au premier mandat.

Avant sa mort, Omar Bongo gagnait 15 000 euros net de salaire par mois, à en croire ses proches passés dans l'opposition aujourd'hui. Probablement le salaire le plus élevé d'un président africain. Son fils Ali qui lui a succédé n'a pas encore dévoilé le montant de son salaire. Mais en décidant de recenser les fonctionnaires du pays dans le but de réduire la masse salariale (336 milliards de FCFA soit plus de 510 millions d'euros en 2009), on a des raisons de penser que 15 000 euros mensuels seraient un peu élevés à ses yeux.

Au Cameroun, le salaire de Paul Biya reste un secret d'Etat. « C'est une question dont on ne parle pas » avoue un de ses proches collaborateurs. Tout juste se limite-t-on, encore pour ceux qui osent en parler, à signaler l'article 2 du décret 81- 407, du 10 septembre 1981, accordant une pension et des

Avant sa mort, Omar Bongo gagnait 15 000 euros net de salaire par mois, à en croire ses proches passés dans l'opposition aujourd'hui.



Au Cameroun, le salaire de Paul Biya reste un secret d'Etat.



avantages en nature aux anciens présidents de la République... ».

En juin 2006, le président ivoirien, Laurent Gbagbo révélait lui-même le montant de son salaire à la presse : 8 800 000 FCFA, soit environ 13000

Fin 2007 au Bénin, une polémique éclata sur le fait que Boni Yayi n'aurait pas touché un seul centime de son salaire de président de la République d'un montant mensuel de 2300 euros.

euros. Une autre source parle de 14 640 euros. « Une somme véritablement en deçà du salaire que gagnent certains chefs d'entreprise tant en Côte d'Ivoire qu'en Afrique » commente-t-on sur le site Internet de la présidence ivoirienne.

Fin 2007 au Bénin, une polémique éclata sur le fait que Boni Yayi n'aurait pas touché un seul centime de son salaire de président de la République d'un montant mensuel de 2300 euros. Mais, en décembre 2009, la Commission budgétaire de l'Assemblée Nationale informée d'un supposé « dépassement budgétaire sur les rémunérations à la présidence, y compris le salaire du président de la République, a demandé en vain à voir les montants relatifs aux rumeurs en question » confie un député. Andoche Amègnissè, un professeur de philosophie qui se dit président des « laissés pour compte », avait déclaré

# Enquête exclusive



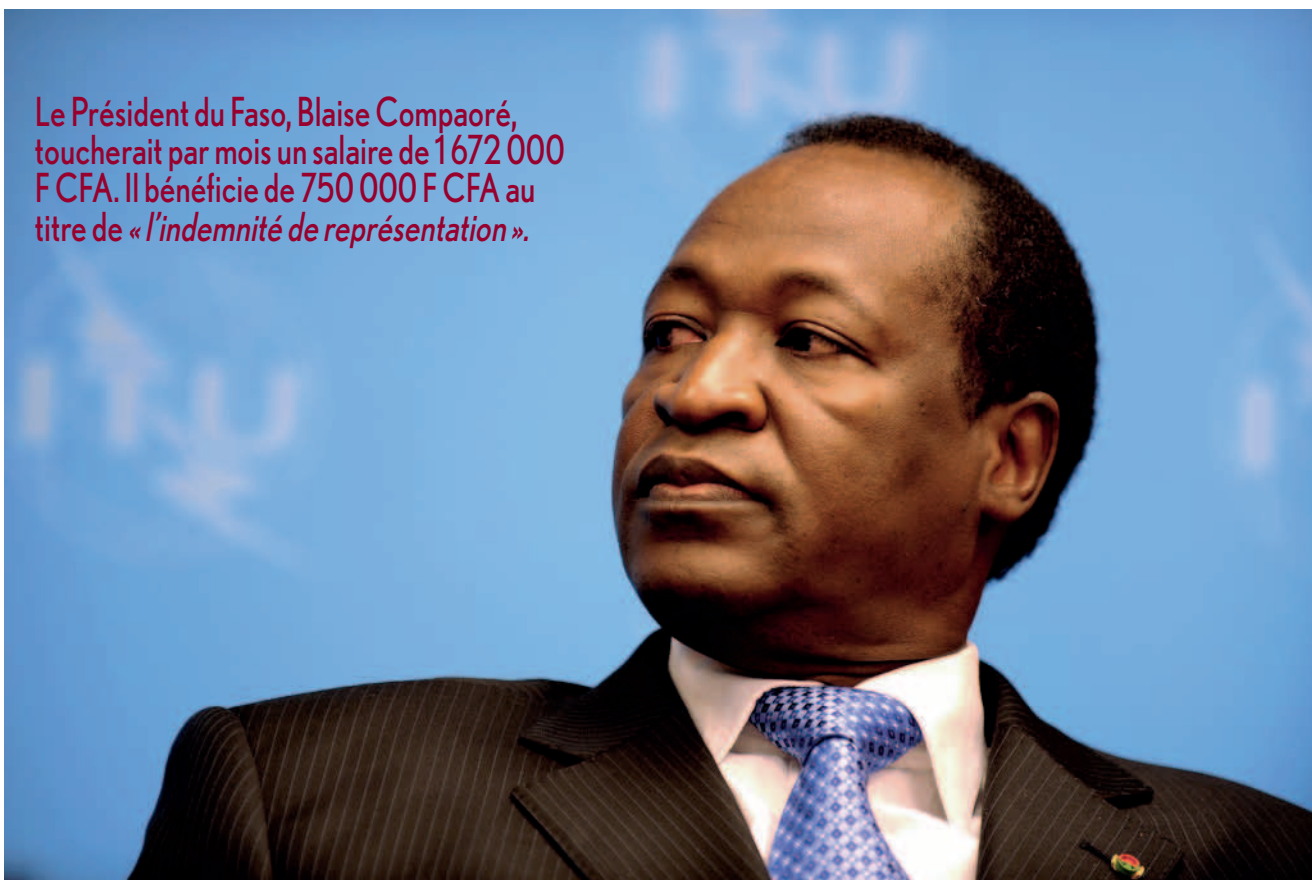


## EN COUVERTURE

sur les antennes d'une radio locale que le président Boni Yayi a fixé sa rémunération mensuelle à 17 millions de f CFA. Un organe local a parlé alors de « *fétichisme autour du salaire de Boni Yayi* ». Avec 866 € (un peu moins de 568 000 FCFA) soit 10 342 euros annuels, Abdoulaye Wade, n'a pas la plus grosse feuille de paye de son pays. Fin 2007, l'homme en grand seigneur décidait de ponctionner jusqu'à 30 % de son salaire pour financer un fonds de compensation de la hausse des prix dans son pays. Le Premier ministre, les ministres du gouvernement, le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale ont dû le suivre en concédant chacun 25% de leur salaire. L'Assemblée nationale du Nigeria a approuvé un salaire annuel de base de 3,5 millions de nairas (près de 30000 dollars US) pour le président Umaru Yar'Adua qui touchait auparavant 1 405 000 nairas chaque année. Avec les indemnités, la rému-

nération annuelle du président passe à près de 10 899 millions de nairas (93 000 dollars américains). En Mauritanie, la lecture du budget de la présidence est simple. Le « *cabinet du président est doté de 168 640 800 ouguiyas (468 220 euros) chaque année, rien que pour les salaires* ». Si le décortiquage ne laisse pas transparaître s'il s'agit du seul salaire du chef de l'Etat ou de l'ensemble de son cabinet, on se rendra compte toutefois que les lignes budgétaires sobrement baptisées « *indemnités* » ou « *autres rémunérations* » augmenteront vite les montants alloués. Le Président du Faso, Blaise Compaoré, toucherait par mois un salaire de 1 672 000 F CFA. Il bénéficie de 750 000 F CFA au titre de « *l'indemnité de représentation* ». Amadou Toumani Touré du Mali avouait, lui-même, toucher un salaire de 1 500 € par mois, un peu plus que le salaire minimum interprofession-

**Le Président du Faso, Blaise Compaoré, toucherait par mois un salaire de 1 672 000 F CFA. Il bénéficie de 750 000 F CFA au titre de « l'indemnité de représentation ».**



**Zine el-Abidine Ben Ali interdit toute publication sur ses revenus mêmes officiels.**

nel de croissance (Smic, minimum garanti) pour un immigré malien en France ! Son homologue d'Algérie, reçoit un salaire de 260.000 dinars, soit environ 2 800 € par mois plus quelques 4 000 € d'émoluments mensuels et une allocation en devises de 700 € par jour destinée aux « *frais de représentation à l'étranger* » du chef de l'Etat. Son voisin tunisien Zine el-Abidine Ben Ali, lui, interdit toute publication sur ses revenus mêmes officiels. Alors quid de l'augmentation du salaire des présidents africains ? La question est pertinente au regard des revendications corporatistes très souvent liées au coût de la vie dans les pays africains. Par exemple fin 2006, les parlementaires du Kenya avaient jugé utile de doubler la rémunération du chef de l'Etat Moi Kibaki. Ce dernier, conscient que la question allait soulever des polémiques et provoquer des mouvements sociaux a préféré refuser le geste des députés mal venu à moins d'un an du scrutin présidentiel qui s'annonçait problématique. L'ancien président sud africain, Thabo Mbeki qui a laissé une commission indépendante proposer l'augmentation de son salaire de 57%, n'a su endiguer la vague de protestation sociale des fonctionnaires qui se sont presque tous mis en grève avec une revendication aussi parlante que celle écrite sur une pancarte devant l'hôpital principal de Johannesburg : « *57 % de plus pour le "gros riche", 6 % pour les pauvres travailleurs : honte à vous !* »

Notre enquête, commencée à Paris -au sein des différentes communautés africaines et notamment auprès de femmes et d'hommes politiques opposants ou tombés en disgrâce, de proches des chefs d'Etat africains, d'habitues des salons des grands hôtels parisiens prisés par les délégations présidentielles- nous a conduit dans des salles de rédaction de certaines publications spécialistes de l'Afrique. Sur place en Afrique, nous avons pu recueillir des informations, recoupées à plusieurs reprises auprès de fonctionnaires, d'agents parapublics, de sources proches des entourages, de sources indépendantes et de confrères. Malgré la précision inlassablement apportée qu'il ne s'agit nullement pour nous d'établir un quelconque listing de biens de tel ou tel président, mais de « *simplement* » informer les citoyens sur l'utilisation que fait Son Excellence Monsieur Le Président de la République de l'argent public mis à sa disposition par l'Assemblée nationale et donc indirectement par les citoyens, les premières informations fournies tendaient toujours vers l'acquisition de tel bien, la participation ou la prise d'intérêts dans telle société, l'appui apporté à tel proche pour monter son affaire etc. C'est seulement en rappelant le cadeau de 90 millions fait par le président sénégalais à un fonctionnaire international du FMI en fin de mission à Dakar, enveloppe prise « *dans ses caisses* » comme semble l'affirmer Serigne Mbacké N'diaye, son ministre conseiller, que les interlocuteurs prennent conscience effectivement de la pertinence de notre démarche.

**Enquête exclusive**





« Abdoulaye Wade est très prodigue. Il donne lui. »

## LES PLUS DÉPENSISERS ET LES PLUS PARCIMONIEUX

**E**n la matière, un grand habitué des palais présidentiels affirme : « j'ai fréquenté quelques présidents actuels quand ils étaient opposants politiques, sans grands moyens ici à Paris. Abdoulaye Wade du Sénégal et Laurent Gbagbo de la Côte d'Ivoire notamment. Dans le groupe d'hommes politiques ambitieux, on se moquait presque tous de Gbagbo. On l'évitait soigneusement en ne cachant pas qu'il avait peu de chances d'accéder à la présidence de son pays. Lorsqu'il est élu président de la Côte d'Ivoire le 26 octobre 2000, Gbagbo n'a pas oublié ses amis. Voilà pourquoi, on parle de la République

des professeurs en Côte d'Ivoire. » De 15 milliards de FCFA au temps de l'ex-président Henri Konan Bédié, le budget spécial de Laurent Gbagbo se trouverait aujourd'hui largement au-delà des 60 milliards annoncés annuellement. L'ex-professeur d'histoire avait déclaré un jour, alors qu'il était opposant qu'il pouvait se contenter seulement de 5 milliards et que tout le reste devait servir à construire des écoles et des centres de santé. « Avouons qu'on est quand même, très loin des petits quinze milliards », ironise aujourd'hui un proche d'Henri Konan Bédié. Le journaliste d'investigation Abdoul Latif Coulibaly, dans son dernier pavé intitulé « Contes et

Mécomptes de l'ANOCI » sur la gestion d'un grand chantier par le fils du président sénégalais Karim Wade, affirmait le 15 août 2009 lors d'une conférence promotionnelle de son livre que « 750 millions sont dépensés rien que pour l'aménagement des locaux de l'ANOCI, soit l'équivalent de la construction d'un immeuble de 10 étages. Il faut dire que dans cette somme, 687 millions FCFA ont été dilapidés pour le bureau du président (Karim Wade); 26 millions FCFA pour le cloisonnement du bureau de son garde du corps, 10 millions FCFA pour une lampe qui trône au-dessus de sa tête, 9 millions FCFA pour un appareil photo etc. » A signaler que l'ANOCI, agence nationale pour l'organisation de la conférence islamique dont le 11ème sommet s'est tenu dans la capitale sénégalaise fin 2008, a été créée par décret présidentiel avec un budget d'investissement initial de 356 milliards 208 millions FCFA et a bénéficié de la part de la Prési-

**Le budget spécial de Laurent Gbagbo se trouverait aujourd'hui largement au-delà des 60 milliards annoncés annuellement.**

dence sénégalaise, d'une ligne d'un peu plus de 20 milliards de CFA pour financer ses dépassements budgétaires (voir Managers N°4). Un reporter photo, aujourd'hui à la retraite à Paris, qui se targue « d'avoir photographié plus de 50 chefs d'état africains » affirme sans ambages que « Abdoulaye Wade est très prodigue. Il donne lui. » Il ne nous dira pas combien il a reçu de son ami de président, mais plusieurs Sénégalais de la diaspora ou vivant au pays nous avoueront avoir bénéficié des largesses de Wade. Est-ce pour cela que son cadeau présidentiel de 90 millions de FCFA n'a pas tellement heurté l'opinion publique sénégalaise ?

# Enquête exclusive





## « Kadhafi donne sans compter »

## Teodoro Obiang Nguema, le président Equato-guinéen ne cache pas que ses visiteurs repartent souvent avec une mallette bourrée de billets de banque. Lui-même vient de se faire subtiliser 4 milliards FCFA par deux employés de la présidence.

Teodoro Obiang Nguema, le président Equato-guinéen ne cache pas que ses visiteurs repartent souvent avec une mallette bourrée de billets de banque. Lui-même vient de se faire subtiliser 4 milliards FCFA par deux employés de la présidence. Une source bien informée précise qu'ils ont « profité de l'absence du couple présidentiel pour s'emparer des valises de CFA, d'euros et de dollars, des bijoux, des objets de beaucoup de valeur ainsi que des chéquiers et différents documents bancaires. »

D'autres chefs d'Etat bien connus pour leur prodigalité mais surtout en faveur de leurs collègues semblent plus discrets. Ainsi, le Libyen Mouammar Kadhafi et l'Algérien Abdel Aziz Bouteflika sont cités par le fantasque capitaine guinéen Moussa Dadis Camara comme étant ses financiers occultes. « Kadhafi donne sans compter » lâche du bout des lèvres des proches du pouvoir à N'Djamena, Niamey et Bamako. Mais l'homme fort de Tripoli, en distribue aussi à son peuple. Au mois de février 2009, lors des discussions populaires sur la distribution d'argent liquide aux Libyens, il a été décidé de distribuer environ 30 milliards de dollars. Plusieurs plans ont donc été envisagés, dont une distribution générale privilégiant les plus pauvres, qui

reviendrait alors à quelques 50 milliards de dinars. De gros sous avec les présidents africains, on en a très largement parlé au cours du procès dit de l'Angolagate. L'instruction de huit ans sur cette affaire de vente d'armes avec des sommes colossales d'argent données par le président de l'Angola et souvent distribuées dans des sacs plastiques, a permis à la justice française de connaître dans les moindres détails, comment, via l'ambassade de cet Etat pétrolier, des enveloppes étaient distribuées pour rémunérer intermédiaires, informateurs et autres personnages de bas étage qui seront les plus loquaces sur le système. C'est en tout cas ce que rapporte un des protagonistes, Paul-Loup Sulitzer, dans son livre du même nom : « Angolagate, chronique d'un scandale d'Etat ».

Fantasma ou réalité, la palme revient au défunt président gabonais Omar Bongo Ondimba qui remettait des mallettes bourrées de billets à ses visiteurs, autant qu'il finançait certains partis politiques français. Les observateurs avertis de la FrancAfrique s'étaient félicités au mois de juin 2009 du témoignage de l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, qui a déclaré publiquement : « normalement, vous savez qu'on n'acceptait pas des versements de fonds provenant

de pays étrangers qui soutenaient des candidats en France. Et j'ai appris que Bongo soutenait financièrement Jacques Chirac. » VGE parlait de l'élection présidentielle de 1981 dans laquelle il devait affronter son Premier ministre Jacques Chirac et le candidat de l'opposition François Mitterrand - qui l'emporta au second tour. Bien sûr Chirac a démenti. Mais 1981, c'est aussi l'année où éclata la fameuse affaire des diamants du dictateur centrafricain Jean Bedel Bokassa au bénéfice notamment de... VGE.

On aura beaucoup appris de l'utilisation de l'argent du Gabon lors de la succession d'Omar

Bongo. L'adversité entre d'anciens dignitaires du régime a donné à entendre ce que beaucoup soupçonnaient mais que peu savaient réellement. « Les Gabonais ne veulent plus des détournements des deniers publics, de l'enrichissement illicite, mais souhaitent une nouvelle gouvernance » déclarait Jean Eyeghé Ndong dernier Premier ministre d'Omar Bongo. Ali Bongo Ondimba, le nouveau président, affirme, comme pour donner raison aux détracteurs de son père « il faut une meilleure redistribution de la richesse nationale, une meilleure gestion des finances publiques. » On peut espérer que « des choses ne pourront plus être comme avant », comme l'analyse cet observateur au cœur des affaires d'argent au Gabon qui souligne que « Omar Bongo était altruiste. Personne n'aura ni l'envie, ni la capacité de faire comme lui. »

Le président Boni Yayi du Bénin passe également pour être l'un des chefs d'Etat africains les plus prodigues, en raison de sa propension à rétribuer grassement les journalistes pour sa communication dans les magazines et journaux panafricains. Le souverain chérifien Mohamed VI, le leader libyen Mouammar Kadhafi, les présidents Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire, Denis Sassou Nguesso du Congo, sont en bonne place dans cette catégorie. Bien évidemment, la prodigalité d'un président n'est nullement un indicateur de ses bonnes perfor-



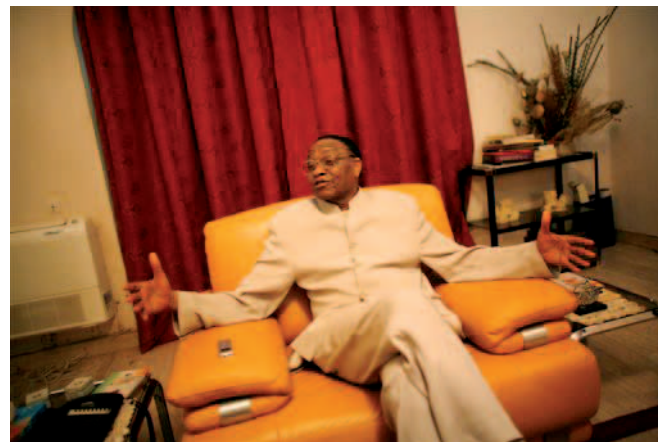
L'instruction de huit ans sur cette affaire de vente d'armes avec des sommes colossales d'argent données par le président de l'Angola et souvent distribuées dans des sacs plastiques, a permis à la justice française de connaître dans les moindres détails, comment, via l'ambassade de cet Etat pétrolier, des enveloppes étaient distribuées pour rémunérer intermédiaires, informateurs...





mances socio-économiques à la tête de son pays. Comme Mamadou Tandja du Niger, de nombreux visiteurs attestent qu'Ali Bongo est très parcimonieux (ou bon gestionnaire ?), à l'opposé de son défunt père. Également, une visiteuse du Président malien Ahmadou Toumani Touré au Méridien Montparnasse, dans le quatorzième arrondissement de Paris, il y a quelques années, déclare : « je lui ai fait part que je prenais congé de lui, espérant une enveloppe. Il dit, avec une certaine lamentation dans la voix : *« tu n'ignores pas la situation du pays. Les temps sont durs, mais je te promets que la prochaine fois on se verra »* Cette Malienne marquée par ces propos chiches, avoue ce jour-là avoir fait le déplacement en compagnie d'un ex-animateur de la télévision nationale, dans l'espoir d'une aide financière. Même l'ancien président centrafricain Ange Félix Patassé a craché sur *« les quatre petits millions »* que le président malien a remis à l'un de ses émissaires. *« ATT n'est pas avare mais parcimonieux des maigres deniers de son pauvre pays »* explique l'un de ses amis francs-maçons qui a également ses entrées au domicile privé de Sassou Nguesso à Mpila.

**Comme l'ancien président Mamadou Tandja du Niger (destitué par l'armée le 18 février dernier), de nombreux témoins attestent que Ali Bongo est très parcimonieux.**



**« ATT n'est pas avare mais parcimonieux des maigres deniers de son pauvre pays »**

**>Prodigues ou gaspilleurs ?**  
 Abdoulaye Wade du Sénégal  
 Teodoro Obiang Nguema de la Guinée Equatoriale  
 Denis Sassou Nguesso du Congo  
 Boni Yayi du Bénin  
 Faure Gnassingbé du Togo  
 Abdelaziz Bouteflika de l'Algérie  
 Mohamed VI du Maroc  
 Laurent Gbagbo de la Côte d'Ivoire

**>Parcimonieux ou bons gestionnaires ?**  
 Ahmadou Toumani Touré du Mali  
 Ben Ali de la Tunisie  
 Ali Bongo Ondimba du Gabon

## LES DOTATIONS DES PRÉSIDENTENCES

Certes, les présidents n'ont de compte à rendre à personne sur l'utilisation des budgets secrets et fonds de souveraineté qui leur sont annuellement alloués. Mais le magazine Managers s'est attelé à établir la situation pays par pays, du moins pour ceux dont l'information disponible a pu être vérifiée.

### BÉNIN

Les députés ont voté le 10 décembre 2009 le budget 2010 de la présidence de la République évalué à 10,484 milliards. Le vote a été entériné malgré les demandes insistantes des députés pour apporter des clarifications par rapport aux rumeurs de dépassement concernant le traitement salarial de Yayi Boni. Les questions sur la gestion de l'avion présidentiel, un Boeing, n'ont pas été clarifiées.

### TOGO

7 938 000 979 F CFA sont prévus au titre des dépenses de la Présidence togolaise avec ce décortilage minutieux :  
 339 641 000 F CFA comme dépenses de personnel,  
 7 304 338 000 FCFA de dépenses de matériels.  
 144 596 000 FCFA pour les factures d'eau  
 518 797 000 FCFA pour l'électricité à,  
 156 100 000 FCFA pour le téléphone à  
 351 750 000 FCFA pour l'achat de billets d'avion  
 484 500 000 FCFA pour frais de déplacement  
 165 000 000 FCFA pour les appuis financiers de la présidence à différents organismes  
 Un flou règne sur les chiffres portant sur la rémunération annuelle du Chef de l'Etat et de ses collaborateurs et la création d'un «fonds spécial» alimenté par un prélèvement direct sur les recettes.

### GABON

Le fonds de souveraineté de la présidence gabonaise, celui publiquement annoncé, s'élève à 25 milliards de FCFA. L'ancien ministre André Mba Obame qui fut aussi Secrétaire général adjoint du Président Omar Bongo a révélé lors de la dernière campagne présidentielle que le budget exécuté au titre du fonds de souveraineté de l'Etat gabonais était régulièrement de 400 milliards chaque année.

### CÔTE D'IVOIRE

Alors qu'il était opposant, Laurent Gbagbo critiquait les fonds alloués à Henri Konan Bédié : quinze milliards de francs Cfa. « Ces fonds sont trop élevés » estimait-il en déclarant qu'il se contenterait, s'il était élu président de la Côte d'Ivoire, de seulement 5 milliards pour fonctionner, « les dix autres milliards, disait-il alors, seront injectés dans la résolution des problèmes de l'école ivoirienne ». Aujourd'hui, le fonds de souveraineté de Laurent Gbagbo est estimé à environ 80 milliards FCFA.

### SÉNÉGAL

«Malgré une baisse des recettes de 135 milliards de FCFA, la Loi de finances rectificative 2009 (ndlr votée au mois de juin 2009) augmente de 40,5 milliards de FCFA le budget de la présidence sénégalaise par rapport au budget initial de 2009 » qui s'élevait à environ 60 milliards, dénonçait un communiqué du parti socialiste sénégalais. Le budget de l'administration présidentielle, voté par l'Assemblée nationale, comprend une enveloppe qui couvre pêle-mêle les frais de fonctionnement de la présidence et ceux des agences de l'Etat.

### CAMEROUN

L'intervention de l'Etat sur le budget d'investissement public de la présidence (BIP) en 2010 est chiffrée à 78 milliards. Une augmentation que rien ne justifie selon Jean Michel Nintcheu, député du SDF, pour qui « cela représente une augmentation de 7700% par rapport à l'exercice 2008. Cette dotation signifie qu'au titre de l'intervention de l'Etat sur les BIP en 2010, vous dépenserez 6,5 milliards/mois soit 217 millions par jour. »

### TUNISIE

Le projet de budget de la présidence de la République pour l'année 2010 est évalué à 79,037 millions de dinars, contre 75,223 MD en 2009.





# “ CE N’EST PAS NORMAL QU’UN PAYS ANNONCE 25 MILLIARDS DE FONDS DE SOUVERAINETÉ ET EN EXÉCUTE 400 MILLIARDS. ”

«Entrez en contact avec d’anciens directeurs du Trésor public dans les pays, vous serez édifié sur les sorties d’argent sans destination précise». Le conseil est généreusement prodigué par un ex-directeur général du Trésor public dans un des pays où nous avons mené notre enquête. M. Le Trésorier Payeur, nous l’appellerons ainsi pour respecter son vœu d’anonymat, nous mit en contact avec une ancienne secrétaire particulière au cabinet d’un président d’Afrique centrale. Elle se fait nostalgique « des enveloppes kaki, lourdes comme des lingots d’or, qu’il fallait classer avec une étiquette nominative ».

Le journaliste Antoine Glaser, en grand connaisseur des « cabinets occultes » nous déclare de go: «off the record, les entourages des chefs d’Etat racontent ceci ou cela, mais vous ne trouverez personne qui parlera dans un entretien on the record.» Pour celui qui a toujours appliqué, inconsciemment peut-être, le sacro-saint conseil foccardien de « rester à l’ombre pour ne pas attraper le coup de soleil », dans les affaires africaines, ainsi qu’il le rapporte dans *Sarko en Afrique*, un livre sur les nouvelles relations de la France sarkozyste avec le continent, ouvrage coécrit avec Stephen Smith, également journaliste “spécialiste de l’Afrique noire”. Antoine Glaser explique donc qu’il est très difficile « d’avoir des informations vérifiables sur ces dossiers délicats ». Pourtant, *La Lettre du Continent* dont il est rédacteur en chef, a-t-il confié lors de nos entretiens, a quand même consacré «quelques articles sur les affaires financières des chefs d’Etat africains». Nous avons attendu vaine-

ment pour les consulter. Idem avec nos confrères de *Jeune Afrique*. Après plusieurs tentatives répétées de prise de contact avec la direction de la rédaction, le secrétariat de François Soudan nous demanda de le saisir officiellement. La demande est restée lettre morte.

Un opposant politique du Congo Brazzaville, pays régulièrement couvert par les deux publications citées plus haut, préfère ne pas évoquer « ces questions délicates qui sont du domaine privé de la présidence. » Notre dictaphone éteint, il se laisse aller à une observation critique. « Vous savez, le Congo c’est 3 millions d’habitants pour 322 000 km2 avec une exploitation pétrolière atteignant 105 millions de barils par jour, les meilleures années. Quand on voit que le voisin immédiat du Palais présidentiel n’a pas d’électricité ni d’eau courante, on est en droit de se demander si nos chefs d’Etat sont là pour servir ou pour se servir. »

André Mba Obame, ex-ministre de la Coopération et du Suivi de l’Action gouvernementale et de l’Intérieur du Gabon, devenu opposant au fils de son ancien patron, a déclaré sur les plateaux des deux chaînes de télévision nationales (RTG1, RTG2), lors de la dernière présidentielle que « le budget gabonais est fictif » d’autant qu’aucun « budget voté par le Parlement n’a été appliqué tel quel ». Affirmant s’exprimer sous le contrôle de l’ancien Premier ministre Jean Eyéghé Ndong, André Mba Obame claironne : « ce n’est pas normal qu’un pays annonce 25 milliards de fonds de souveraineté et en exécute 400 milliards ». Et l’opposant de s’insurger contre ce qu’il qualifie d’ « affectations bateaux ».

Plusieurs députés dénoncent le fait que les états d’exécution leur parviennent très tardivement et que tous les documents d’accompagnement ne sont pas toujours communiqués, notamment les vérifications de structures de contrôle comme la Cour des comptes, s’il en existe, pour s’assurer que les chiffres fournis sont corrects. «Un député n’a aucun moyen de s’assurer sur un document de plus de 1000 pages, qu’est ce qui a été traficoté, tripotouillé, qu’est ce qui est proche de la réalité» fait remarquer Konimba Sidibé, député membre de la commission financière de l’Assemblée nationale du Mali depuis seulement deux ans. L’ancien ministre contrôleur général d’Etat, en expert des questions de finances publiques, soutient que « effectivement dans les budgets en général, les fonds de souveraineté sont camouflés sous des appellations un peu vagues. Ce qui fait qu’il devient dès lors difficile, très difficile de contester le bien fondé et l’exécution se fait aussi dans des conditions tout aussi peu transparentes puisque le destinataire n’a pas d’obligation de justifier l’utilisation. »

Jean Michel Nintcheu est un parlementaire came-

rounais qui, depuis l’affaire des « biens mal acquis » et surtout de l’affaire des vacances de Paul Biya à La Baule (France), veut faire de la transparence des dépenses publiques en général, et présidentielles, en particulier un de ses chevaux de bataille. Le député du Wouri interpelle son gouvernement sur «le gonflement de 7700 % des crédits budgétaires alloués à la présidence de la République ainsi que la non réaffectation des excédents du budget d’investissement public (BIP) de l’exercice écoulé à des projets d’intérêts nationaux tels que le sauvetage des banques nationales en difficulté ou la construction de nouvelles infrastructures collectives. » L’élu SDF (parti de l’opposition) est, depuis, l’homme qui hante les nuits du président Biya. Pour un meilleur contrôle des dépenses du président camerounais, le parlementaire boutefeux propose d’amender la Constitution pour créer une Cour des comptes; en lieu et place du Contrôle supérieur de l’Etat et de la Chambre des comptes de la Cour Suprême, « sous influence du président de la République ».

Le 17 décembre 2008, le Président du groupe parlementaire UFC - Union des forces du changement, un parti d’opposition - intervenant à l’Assemblée nationale togolaise lors de l’adoption du projet de loi de finances de la gestion 2009 s’insurgeait contre « la persistance et la progression des dépenses fantaisistes, notamment au niveau du budget de la présidence de la République ». Jean-Pierre Fabre a dressé un tableau de ses relevés qui « demeurent des sources de préoccupation et d’inquiétude majeures. »



*Sarko en Afrique*, un livre sur les nouvelles relations de la France sarkozyste avec le continent, ouvrage coécrit avec Stephen Smith, également journaliste “spécialiste de l’Afrique noire”. Antoine Glaser (première photo à gauche) explique donc qu’il est très difficile « d’avoir des informations vérifiables sur ces dossiers délicats ».





# DES ACCUSATIONS CONTRE LA PRÉSIDENTIE TOGOLAISE

Jean Pierre Fabre de l'Union des forces du changement (opposition) s'insurge contre les dépenses à la présidence togolaise : « Pourquoi le cabinet du président de la République doit-il engloutir en dépenses de matériels plus de 20 milliards de FCFA en 4 ans (4,71 milliards en 2006, 5,27 milliards en 2007, 5,34 milliards en 2008 et 5,64 milliards en 2009) ? Pourquoi, en dehors des frais d'eau (112 millions), d'électricité (350 millions) et de téléphone (77 millions), soit 539 millions de F par an, l'hôtel du président de la République doit-il dépenser 2 458 739 F CFA par jour (la prévision pour les 365 jours de l'année 2009 étant de 897 440 000 F, contre 667 440 000 en 2008, soit une augmentation de plus de 25%) ?

Que recouvrent les frais de représentation qui passent de 2 milliards de F CFA en 2007 à 3 milliards respectivement en 2008 et 2009, totalisant ainsi 8 milliards de dépenses occultes en 3 ans ? » A la fin de ce chapelet d'interrogations, c'est le député lui-même qui répondra : « aucune réponse sérieuse n'est apportée. » Et l'UFCC de dérouler sa liste des postes de dépenses concernés par « les appuis financiers de la présidence » : 50.000.000 FCFA pour le soutien à l'Etat major particulier, 50.000.000 FCFA pour la Commission nationale de lutte contre la corruption et le sabotage économique,

**« Pourquoi le cabinet du président de la République doit-il engloutir en dépenses de matériels plus de 20 milliards de FCFA en 4 ans ? »**

50.000.000 pour la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation des armes légères et 15.000.000 pour la Commission nationale des marchés. Réaliste ou fataliste, le même député assure que « peut-être l'opposition ne ferait pas mieux, si elle était installée à la présidence. Mais, c'est sûr qu'on supprimera certaines dépenses ».



DEPENSES	2006	2007	2008	2009	TOTAL
Matériels du cabinet du Président la République	4706	5267	5335	5639	20947
Hôtel du Président de la République	637	667	667	897	2868
Modernisation des régies financières	1000	3800	3800	4300	12900
Frais de représentation		2000	3000	3000	8000
Entretien aéronefs de l'Etat	1500	1500	2000	2000	7000
Frais d'audit de la dette intérieure	500	232	200	100	1032
Imprévues	1000	1596	2000	2000	6596
<b>TOTAL</b>					<b>59 343</b>

« On voit l'argent quand il est dépensé. Les dépenses de certains chefs d'Etat africains sont ostentatoires. Des dépenses qui n'ont aucune commune mesure avec leur salaire » affirme, Odile Biyidi Awala Tobner, la présidente de l'Association Survie qui a fait déclencher une enquête de police sur

« les biens mal acquis » en France de quatre chefs d'Etat africains. « On ne peut ne pas s'y intéresser parce que c'est l'une des causes du désastre que vivent les pays africains. L'argent des chefs d'Etat, c'est l'argent du vol » tranche cette passionaria qui préside Survie depuis cinq ans, et qui est engagée dans la défense des faibles depuis 1963. Elle dit bien connaître « ces histoires », surtout concernant le Cameroun où elle a vécu plusieurs années avec son époux, l'écrivain Mongo Beti. « Je n'ai jamais vu, par exemple au Cameroun, dit-elle, un seul document public budgétaire qui dit que voilà la dotation de la présidence de la République. Quand Biya paye ses vacances à la Baule, c'est avec de l'argent public. On a vu dans l'affaire Bongo que les chèques qui payaient les superbes bagnoles étaient tirés sur un compte du Trésor public gabonais à travers la Banque de France. Il n'y a aucune distinction entre leur poche et le Trésor public de leur pays ».

L'association MLA, (Le Moment de se lever pour l'Afrique), a déposé le 16 novembre 2009 une plainte pour « détournement de fonds publics » avec constitution de partie civile visant quatre chefs d'Etat africains (le Sénégalais Abdoulaye Wade, le Congolais Denis Sassou Nguesso, Teodoro Obiang Guelma de la Guinée-Equatoriale et le défunt président gabonais Omar Bongo) apprenait-on début décembre 2009 de sources judiciaires.

En 2007 puis 2008, l'association anti-corruption Transparence internationale France (TI) attaquait en justice les mêmes présidents à l'exception de Wade. Si la doyenne des juges avait donné son feu vert en mai 2009 à l'ouverture d'une information judiciaire, la Cour d'appel de Paris, sur requête du parquet, avait finalement jugé irrecevable les plaintes et bloqué l'ouverture d'une enquête.

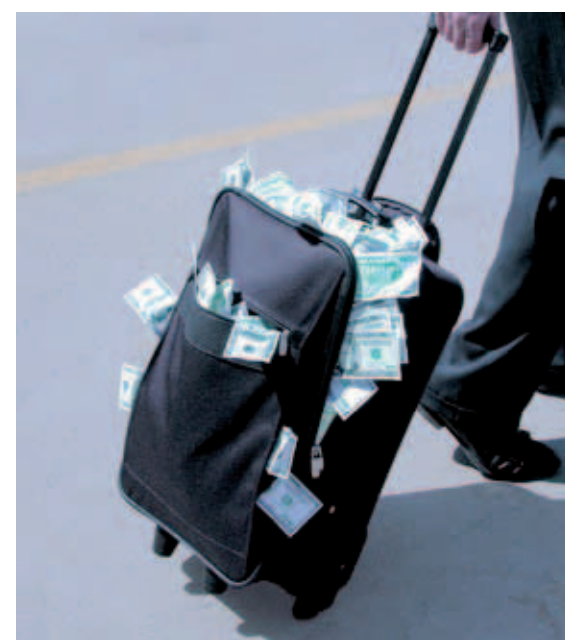
## Enquête exclusive





# GESTION DE L'ARGENT PUBLIC EN AFRIQUE

## VOUS AVEZ DIT DETOURNEMENTS ?



■ Par Roland Dana, Avocat au Barreau de Paris

[roland.dana@dana-avocats.com](mailto:roland.dana@dana-avocats.com)

Le détournement de fonds publics se définit comme « *le fait pour une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, un comptable public, un dépositaire public ou l'un de ses subordonnés, de détruire, détourner ou soustraire un acte ou un titre, ou des fonds publics ou privés, ou effets, pièces ou titres en tenant lieu, ou tout autre objet qui lui a été remis en raison de ses fonctions ou de sa mission* ».



## Enquête exclusive





Le Congo Brazzaville du Président Denis Sassou Nguessou (photo) figure en tête du classement de l'Ong *Transparency International*



**A**u Burundi en 1987, une cour des comptes avait été mise en place pour décourager toute tentative de corruption mais surtout empêcher les détournements des fonds publics. Cette cour des comptes s'est avérée être un instrument du pouvoir pour punir les cadres du régime déchu de Jean-Baptiste Bagaza. En Afrique du Sud, le Parlement a créé une commission de lutte contre la corruption, obligeant les députés à déclarer leurs transactions financières personnelles dans un registre présenté au public. Au Burkina Faso, sous la mandature de Thomas Sankara (août 1983-octobre 1987), les dirigeants devaient rendre compte devant une assemblée populaire de la gestion des finances publiques. Ces quelques exemples ne reflètent malheureusement pas la réalité : en matière de gouvernance internationale et de transparence, le classement de l'ONG *Transparency International* classe de nombreux pays d'Afrique parmi les plus corrompus et où les détournements de fonds publics sont les plus fréquents. Ainsi, sur 180 pays recensés, le Congo Brazzaville se classe 162<sup>ème</sup>, la Côte d'Ivoire est 154<sup>ème</sup>, le Cameroun 146<sup>ème</sup>, le Gabon et le Bénin sont 106<sup>ème</sup> et le Sénégal 99<sup>ème</sup>.

En matière de gouvernance internationale et de transparence, le classement de l'ONG *Transparency International* classe de nombreux pays d'Afrique parmi les plus corrompus et où les détournements de fonds publics sont les plus fréquents. Ainsi, sur 180 pays recensés,

- le Congo Brazzaville se classe 162<sup>ème</sup>,**
- la Côte d'Ivoire est 154<sup>ème</sup>,**
- le Cameroun 146<sup>ème</sup>,**
- le Gabon et le Bénin sont 106<sup>ème</sup>**
- et le Sénégal 99<sup>ème</sup>.**



## COMMENT S'OPÈRENT LES DÉTOURNEMENTS.

**L**a gestion opaque de l'argent public est rendue possible, dans certains pays du Sud fortement dotés en ressources pétrolières, par l'emprunt gagé sur le pétrole. Ces emprunts, selon *Global Witness*, ONG spécialisée dans la lutte contre le pillage des ressources naturelles des pays en développement, instaurent un environnement « propice à la corruption et à la mauvaise gestion des fonds publics », puisqu'ils sont coûteux, ne contraignent pas les gouvernements à indiquer de quelle manière ils ont été contractés, ni à opérer un suivi de l'utilisation de cet argent. L'ONG cite en exemple une action en justice intentée aux États-Unis, contre la Société nationale des pétroles du Congo, qui a identifié sur la période 1999-2003 des prêts d'une valeur de 650 millions de dollars remboursés avec 1,4 milliard de dollars de pétrole. Selon l'association « *Publish What You Pay* », environ 300 millions de dollars identifiés par des auditeurs indépendants ne sont pas apparus en 2004 dans le budget de l'État congolais (ligne budgétaire pétro-

lière de 974 millions de dollars). Ce qui fait 1/3 de l'argent du pétrole. Le cabinet d'audit KPMG, affecté par le FMI et le gouvernement congolais à l'analyse des documents financiers de cette société, n'a pas certifié les comptes des exercices 2002 et 2003 de la compagnie pétrolière nationale notamment à cause du refus de la société de donner les relevés bancaires et d'autres documents comptables.

Plus récemment, quatre chefs d'État africains sont visés depuis le 16 novembre 2009 par une plainte pour détournement de fonds publics déposée à Paris par l'association « *Le Moment de se lever pour l'Afrique* ». Cette plainte fait suite à celles, classées sans suite, déposées en 2007 et 2008 par l'Association de lutte contre la corruption « *Transparence internationale France* » visant les conditions d'acquisition par des chefs d'État africains (ou leurs familles) d'importants patrimoines immobiliers en France, dont la valeur totale s'élèverait à 160 millions d'euros, grâce, selon l'association, à des détournements de fonds publics.

### Enquête exclusive



# OSMOSE FINANCES

## une trouvaille africaine

Ouverture de compte bancaire avec ou sans papiers, envoi peu coûteux de fonds, rémunération de l'épargne à des taux plus favorables... En suisse, les immigrés développent des solutions pour que les Africains expatriés ou vivant dans leur pays d'origine aient accès à des services bancaires adaptés et plus avantageux.

■ Par Étienne Tassé

Permettre aux Africains de la diaspora de se constituer un bas de laine dans leurs pays d'origine ou d'envoyer de l'argent à leurs parents sans payer des fortunes. Tels sont les défis que tentent de relever deux Africains résidant à Genève en Suisse. Diagne Ahmedoune Dida est Sénégalais et Terence Niba Camerounais. Depuis 2002, leurs diplômes de gestion en poche, ils ont créé Osmose Finances, une entreprise d'intermédiation financière, à tonalité militante. Money cash, l'un de leurs produits phares, est un service de transfert de fonds vers une vingtaine de pays d'Afrique. « Nous l'avons lancé pour pallier le problème des frais très élevés à Western Union » précise Diagne. Au mur de leur bureau à Genève, des affiches avec des drapeaux de divers pays africains annoncent de nouveaux tarifs à prix cassés. Par Money cash, les frais frôlent les 1% pour un envoi de plus de 2 000 francs suisses (860 000 F CFA, 1320 euros) et ne dépassent guère 4% pour des montants de 130 000 FCFA. Une alternative à Western Union dont les frais, à montant égal, peuvent être deux à trois fois plus élevés. « Avant, je payais à chaque virement sensiblement 10% de commission à Western Union », compare Sylvie Ngo Tama, qui envoie maintenant plus régulièrement environ

200 000 FCFA (300 euros) au Cameroun.

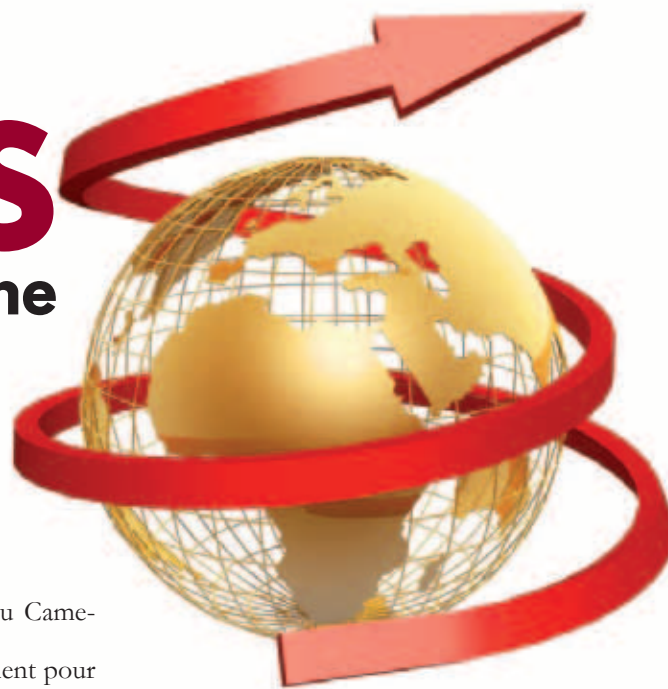
Ce système fonctionne également pour les transferts de l'Afrique vers la Suisse, comme l'atteste Nadège Dzoualy, étudiante camerounaise à l'Université de Genève, à qui ses parents envoient ainsi de l'argent. Des accords ont été passés avec des établissements locaux de micro finance, à l'instar du Crédit communautaire d'Afrique (CCA) installé dans les grandes villes camerounaises. Adapté aux besoins des Africains, ce service fonctionne même dans les villages privés d'Internet, mais disposant d'un réseau de téléphonie mobile.

### Sans papiers, mais avec un compte en banque

A 33 ans, dont 12 passés en Suisse, le Camerounais Eneme Ngome prépare son retour au pays en se faisant construire une maison à Buea. Pour financer les travaux, il a ouvert un compte-épargne au CCA, par l'intermédiaire d'Osmose Finances, sur présentation d'une simple pièce d'identité. Une opportunité pour les sans-papiers qui, en général, ne peuvent pas accéder aux services bancaires européens, car la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et

le financement du terrorisme y soumet l'ouverture d'un compte à la présentation de titres de séjour en règle.

La Banque Atlantique, un groupe ivoirien installé dans divers pays francophones d'Afrique occidentale et centrale, entrée dans le capital d'Osmose Finances, rend le même service aux immigrés. « Le compte ouvert dans cette banque (en Afrique) permet à son titulaire d'avoir une carte de crédit qu'il va utiliser en Europe », précise Diagne. Les versements sur le compte épargne sont par ailleurs rémunérés à 3,25% contre 1% dans les banques suisses. Avec huit succursales en Suisse, d'autres au Canada, en France, en Angleterre et en Côte d'Ivoire, Osmose Finances compte 8 000 clients pour un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de F CFA en 2009. Au sein des communautés d'immigrés en Suisse, d'autres initiatives similaires émergent. Aurélien Mophou, informaticien camerounais, a lancé en 2007 Cash Express. « En un an, les recettes couvraient déjà les charges », assure-t-il. Une véritable prouesse commerciale dans un contexte économique tendu.



## LES FONDS SOUVERAINS

### Un risque ou une chance ?

PAR MAÎTRE ROLAND DANA, AVOCAT AU BARREAU DE PARIS  
roland.dana@dana-avocats.com



Les fonds souverains sont des sociétés de placements financiers détenus par les États, également appelé « SWF » (Sovereign wealth funds). Ils gèrent l'épargne nationale et l'investissent dans des placements variés (actions, obligations, immobilier, etc.). Il en existe aujourd'hui une quarantaine. Certains s'appuient sur les réserves de leurs banques centrales, comme China Investment Corporation, ou les retraites de leurs citoyens, à l'instar du Government Pension Fund-Global norvégien, mais près des 2/3 tirent leurs richesses de l'exploitation de certaines matières premières, en particulier richesses pétrolières et gazières.

### Genèse

Le premier fonds souverain a été créé par le Koweït en 1953. Le dernier en date est le Fonds Stratégique d'Investissement de la France, créé fin 2008 et doté de 20 milliards de dollars. En 2007, les fonds souverains ont accumulé 3.500 milliards de dollars de réserves, un chiffre en hausse de 24 % par an au cours des trois dernières années, d'après le cabinet d'analyse américain Global Insight. Les plus puissants sont la Chine (1.200 milliards de dollars, la

Russie et le Koweït et ceux ayant connu le plus fort taux de développement ont été le Nigéria (+291%) et Oman (+256%). Au mois de janvier 2008, le montant total des acquisitions réalisées par des fonds souverains s'est élevé à 20,6 milliards, soit près du tiers des opérations de fusion-acquisition faites par de tels fonds en 2007.

### Enjeux

Ces abondantes ressources financières ne sont pas investies localement. Par l'intermédiaire de leurs fonds souverains, les États injectent ces sommes à l'étranger. Or, en raison de l'origine des ressources investies, la puissance financière des fonds souverains effraie certains États d'accueil (essentiellement les pays occidentaux). En effet, les liquidités ainsi placées à l'étranger proviennent des États eux-mêmes : certains fonds souverains pourraient se désintéresser de la seule recherche de l'obtention d'un profit économique pour satisfaire les intérêts politiques et géostratégiques des États dont ils émanent. C'est pourquoi différents textes législatifs, tant au niveau national qu'au niveau communautaire, sont en projet afin de limiter les possibilités d'investissement de ces fonds. Mais de tels textes sont susceptibles de heurter les textes internationaux relatifs à la liberté d'investissement, comme le Code de l'OCDE ou les nombreux traités bilatéraux de protection des investissements. Steffen Kern, responsable de la politique des marchés financiers internationaux à la Deutsche Bank, considère

« trop de responsables occidentaux voient ces fonds comme des menaces alors qu'ils peuvent représenter un afflux important de capitaux frais ». Ainsi, les fonds souverains ont récemment joué un grand rôle dans le secteur de la finance internationale, en investissant dans plusieurs banques de premier plan affaiblies par la crise des subprimes. Fin 2007 par exemple, China Investment Corporation a pris 9,9% du capital de Morgan Stanley.

Selon Robert Zoellick, directeur général de la Banque Mondiale, les fonds souverains constituent une solution aux problèmes du sous-développement de l'Afrique. Ce continent, dont 17 pays non pétroliers ont réalisés une croissance de 5,5% en moyenne entre 1995 et 2005 et 8 pays exportateurs d'or noir ont

*«Trop de responsables occidentaux voient ces fonds comme des menaces alors qu'ils peuvent représenter un afflux important de capitaux frais».*

réalisés une croissance de 8%, présente des réelles perspectives économiques. Ainsi, il encourage les fonds souverains à investir 1 % de leurs actifs dans des prises de participation en Afrique subsaharienne afin de mettre les liquidités mondiales à long terme au service du développement et de la promotion des investissements.



## ALGERIE

# Sur les ruines de l'empire Khalifa

Que reste-t-il de cet empire qui s'est effondré comme un château de cartes ? Une centaine d'inculpés : des cadres du groupe et ceux d'entreprises et d'organismes publics, et une pléiade de personnalités. Comment en est-on arrivé là ?

■ Enquête réalisée par Youcef Maallemi

L'affaire est celle de la caisse principale d'El Khalifa Bank et de certaines de ses agences, où des «trous» ont été constatés par l'expert judiciaire nommé par le juge d'instruction algérien. En somme, Khalifa Bank aurait eu des pratiques maffieuses. Des bouts de papier permettraient à Rafik Khalifa et à certains de ses proches, de délester la banque éponyme d'importantes sommes d'argent, en dinars et devises étrangères, sans justificatifs. Le fait en lui-même a, semble-t-il, pris de l'ampleur les trois dernières années d'existence de Khalifa Bank. Des instructions sont en cours, notamment celles de Khalifa Airways et du Swift (transferts de change vers l'extérieur de l'Algérie). Cette autre structure est symbolique du scandale. Elle porte sur « l'ensemble des transferts, de dons et d'espèces, au profit de personnalités ou de responsables, et réalisés sans aucune garantie, et sur instruction du PDG ».

## LE PROCÈS, DES NOMS ET DES CHIFFRES

Le trou financier découvert à la caisse principale de Khalifa Bank est abyssal, et la liste des suspects donne le vertige ! Parmi les 124 prévenus figurent un an-

ancien gouverneur de la banque d'Algérie, le PDG du groupe Saidal (Groupe pharmaceutique algérien), un directeur financier à la caisse nationale de retraite, l'ancien directeur général de l'entreprise Digromed, un comptable de l'Office de promotion et de gestion immobilière. Sont également cités dans ce document, le PDG du centre d'études et réalisations publiques, le président du conseil administratif de la caisse nationale de retraite, un directeur financier à la caisse nationale d'assurances sociales, le PDG de la société nationale des travaux de forages, un ancien directeur de la caisse nationale de l'assurance de travailleurs non salariés, le PDG de l'entreprise nationale de peintures, le directeur de la caisse nationale de l'assurance chômage et directeur de la caisse de garantie des micro crédits, le PDG de l'entreprise nationale de géophysique, celui de la société d'assurance et de garantie des exportations, ainsi que le directeur administratif à la caisse commune de garantie de crédits attribués à des investisseurs. De même que sont cités, dans ce document, le directeur par intérim de l'OPGI de Constantine, le directeur général adjoint de la mutuelle générale des travailleurs de la poste et télécommunications, le président du conseil administratif de la mutuelle générale

des travailleurs de la poste et télécommunications, le responsable des centres médico-sociaux à la mutuelle générale des travailleurs de la poste et télécommunications, l'ancien directeur financier et comptable à l'entreprise nationale de navigation aérienne, et l'ancien directeur général de la caisse nationale de retraite. D'autres employés et cadres de Khalifa Airways, Khalifa TV, Khalifa Bank, Antinea Airlines et Khalifa Constructions, notamment, sont cités parmi les prévenus. Le juge d'instruction près le tribunal de Chéraga (commune de la Wilaya d'Alger) poursuit Rafik Khalifa pour « association de malfaiteurs, vol qualifié, escroquerie, abus de confiance et falsification de documents officiels ». L'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, lui, est poursuivi pour « association de malfaiteurs, corruption, trafic d'influence, participation dans des escroqueries, abus de confiance et non dénonciation ». Les opérations de contrôle de transfert d'argent relatif à des importations, du 03 novembre 2002 au 18 novembre 2002, ont permis à l'équipe d'enquêteurs de découvrir, à Khalifa Bank, plusieurs irrégularités et des différences entre les factures finales et les spécimens de paiement. Khalifa Bank a transféré 33,5 millions de dollars américains pour l'importation de



la station de dessalement d'eau de mer dont le prix a été fixé à 51 millions de dollars américains et ce, en l'absence de documents expliquant ces transferts, dont ceux de la douane. Parmi les personnes entendues par le parquet de Chéraga, dans cette affaire, le document cite Sidi Saïd Abdelmadjid, secrétaire général de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens). En ce qui concerne les prévenus poursuivis pour « corruption » et « trafic d'influence », on lit dans ce document, que « les procédures d'instruction ont démontré que l'accusé Khalifa Rafik, en sa qualité de DG de Khalifa Bank, offrait des privilèges et des commissions à des gestionnaires d'entreprises publiques pour les convaincre de placer l'argent de ces entreprises dans sa banque et se chargeait de distribuer des billets de transport gratuitement sur les avions de Khalifa Airways ».

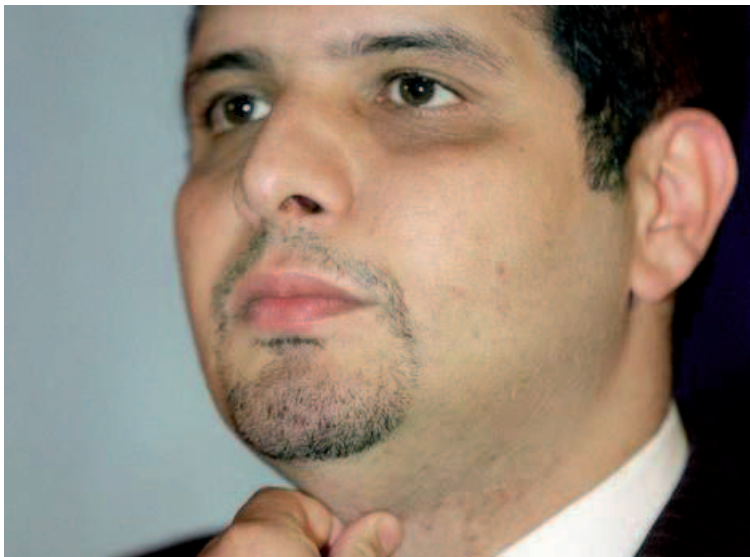
**M. Rafik Khalifa** a été reconnu coupable en Algérie d'association de malfaiteurs, vol qualifié, détournement de fonds, faux et usage de faux. Il s'est réfugié en Grande-Bretagne en 2003, lorsque le scandale financier de la Khalifa Bank et de plusieurs entreprises de son empire a éclaté. Il est arrêté le 27 mars 2007 sur le territoire britannique, dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen délivré par le tribunal de Grande Instance de Nanterre, près de Paris. La France a également déposé une demande d'extradition auprès de Londres, mais son examen a été gelé dans l'attente d'une décision définitive sur la demande algérienne qui prévaut sur celle de Paris, selon la justice britannique.

En juin 2009, la justice britannique a autorisé, l'extradition de Rafik Khalifa vers l'Algérie où il avait été condamné par contumace en mars 2007. Le feuilleton Khalifa n'est pas près de connaître son épilogue. La justice britannique qui devait rendre son « verdict » le 24 octobre puis le 7 décembre 2009, sur la date d'extradition de l'homme d'affaires, fait durer le suspense. Elle en demande le report et obtient gain de cause auprès des autorités algériennes. Alger a, en effet, accepté par la voix de son ministre de la justice, garde des Sceaux, le report au 29 janvier 2009 de sa décision sur l'extradition de Rafik Khalifa, condamné par le tribunal criminel de Bourmerdes (Algérie) pour faillite frauduleuse. « Un délai supplémentaire a été demandé et obtenu par le ministre britannique de l'intérieur » pour examen de la demande algérienne d'extrader Rafik Khalifa.



# RAFIK KHALIFA

## Itinéraire d'un enfant gâté



**N**é le 1er octobre 1966, diplômé en pharmacie, Rafik Khalifa se lance dans la fabrication de médicaments génériques, avec Khalifa Pharma. En 1998, il crée El-Khalifa Bank, qui devient en quelques mois la première banque privée d'Algérie. En 1999, il lance Khalifa Airways. Le 15 juin 2001, il devient sponsor de l'Olympique de Marseille, pour 2,74 millions d'euros pendant cinq ans. Le 3 septembre 2002, il lance sa chaîne télé. Une réussite fulgurante en peu de temps ! De la simple officine de pharmacie familiale, Rafik Khalifa, devient au début 2000 un modèle de success story ; il est pour beaucoup de jeunes Algériens, qui ont bien voulu croire à sa fable, le symbole de la fierté retrouvée. Il est celui qui avait bâti, en moins de dix ans, un empire de 14 000 employés, avec 400 millions d'euros de chiffre d'affaires. Le PDG ne se déplace qu'en jet privé. Entreprises de bâtiments, location de voitures, chaîne de télé, la fortune est colossale. Mais, la success story va virer au cauchemar, y compris pour les autorités algériennes,

sans lesquelles l'ancien petit pharmacien, fils d'un baron des services secrets, ne serait jamais devenu homme d'affaires et des médias.

Le destin de Rafik Khalifa amorçe donc un virage dangereux en 2003. Avions cloués au sol, banque sous contrôle judiciaire, lâchage par les pouvoirs publics algériens, le jeune nabab est à terre. Lundi 3 mars 2003, la Banque centrale d'Algérie désigne un administrateur provisoire qui prend la direction de Khalifa Bbank. Raison : « *L'incapacité des dirigeants de la banque à prendre les mesures pour endiguer tout risque de détérioration de la situation financière* ». Deux jours plus tôt, Rafik Khalifa continuait d'affirmer à la presse que son établissement demeurait « *la banque privée la plus importante d'Algérie* » avec 1,5 milliard de dollars de dépôts, et 1,5 million de clients dans plus de 135 agences. Le 27 novembre 2003, Khalifa bank, pourtant interdite d'opérer le moindre transfert de capitaux à l'étranger, fait transférer 50 millions de dollars, sans les adosser à des opérateurs commerciales. Inquiétées, les autorités bancaires auraient alors demandé à Khalifa de recapitaliser sa banque. Dès 2003, les clients qui avaient déposé 100 000 dinars algériens se voyaient dire qu'on ne pouvait leur restituer que 10 000 dinars sur leurs comptes ! La mise sous tutelle de la banque ne pouvait plus tarder. Fatiha Mentouri, la ministre déléguée à la réforme financière, déclarait, en mars 2003, à un journal français, que « *C'est à l'occasion d'un contrôle intégral sur place et sur pièces d'El Khalifa Bank que la Banque centrale d'Algérie a découvert des irrégularités et pris des mesures conservatoires en gelant les opérations extérieures de cette institution., pour se donner les moyens de voir ce qui se passe* ». Une mise sous tutelle considérée par l'intéressé comme son « *exécution* » par le pouvoir en place. L'entourage de Rafik Khalifa explique ses déboires par sa trop grande proximité avec les barons du régime au pouvoir, passant sous silence les millions d'euros transportés à l'étranger par la garde rapprochée de l'inculpé.

# COACHING

## Fidéliser la clientèle

Il est très difficile aujourd'hui de garder une relation privilégiée avec un client. Cela, même lorsque le service est de qualité. En effet, la concurrence est féroce et cela rend le consommateur de plus en plus volatil.

■ Carine Yarabo



# COACHING

Fidéliser la clientèle



Savez-vous qu'un client content va en parler à onze personnes autour de lui tandis qu'un client mécontent le contera à 27 personnes de son entourage ? En effet, un client qui se sent apprécié et considéré a beaucoup plus de chance de revenir acheter chez vous et de vous faire de la publicité.

En effet, dans 95% des cas, la nouvelle clientèle vient par la bouche-à-oreille.

## Commencez par fidéliser vos équipes de vente

Il n'y pas d'entreprise bénéficiant d'un grand degré de fidélité de la part de ses clients sans un engagement et une fidélité de ses employés aux idéaux et à la vision de l'entreprise. Plus les employés sont engagés et fidèles, plus ils ont la capacité de fidéliser les clients. Car en effet, ce que les clients achètent, c'est les relations, la courtoisie, la familiarité. Ils préfèrent souvent acheter chez ceux qui les connaissent et maîtrisent leurs préférences. Commencez par servir vos employés, ils pourront alors servir vos clients. Nous nous sommes inspirés de toutes ces études et de toutes ces méthodes pour vous rédiger un petit guide de dix conseils faciles et efficaces qui vont sûrement vous aider à attirer et surtout à garder vos clients.

## Créez une relation de confiance avec les clients

Selon Jean-Pierre Lauzier formateur et coach en communication canadien, l'élément le plus important pour fidéliser votre équipe et la clientèle est de créer une relation de confiance. En effet, des études ont démontré que la confiance d'un client envers le vendeur provient principalement de 15 % des compétences techniques du vendeur et de 85 % de ses qualités humaines, ou plus précisément de ce qu'il dégage. La question que se pose le client consciemment ou inconsciemment est : cette entreprise est-elle fiable ?

Pour rassurer le client, voici les conseils de Jean-Pierre Lauzier :

En tant que vendeur, vous et les membres de votre équipe devez être bien dans votre peau. Il est important, pour vous, d'être heureux et de travailler dans un domaine qui vous passionne et que vous feriez même si vous n'étiez pas payé.

## Ayez une volonté sincère d'aider votre client à obtenir ce qu'il désire.

Quand vous discutez avec un client, que voit-il dans vos yeux ? A-t-il l'impression que vous voulez vraiment l'aider à résoudre son problème ? Ou l'impression que vous voulez juste lui prendre de l'argent ? En posant des questions sur ce qui le préoccupe, c'est-à-dire sur ses défis ou sur ses besoins et en écoutant attentivement chacune de ses réponses, vous établirez un lien émotionnel fort.

## Soyez une source d'expertise.

Les gens aiment faire des affaires avec un expert. Vous devez toujours acquérir des connaissances reliées à votre fonction. Lorsqu'un client se présente pour acheter votre produit ou votre service, il doit sentir que vous êtes compétent. Un vendeur qui n'apporte pas de valeur ajoutée aura TOUJOURS de la difficulté à vendre.

## Ayez une attitude responsable et positive.

Lorsqu'un problème survient, consacrez moins de temps au problème lui-même et accordez-en plus à trouver des solutions possibles. Cette attitude responsable empêche de vous mettre dans une position de victime et vous amène plutôt à être dans

une position de contrôle. Vous ne pouvez changer la direction du vent, mais vous pouvez ajuster vos voiles.

## Soyez honnête et intègre.

Les clients veulent négocier avec des gens honnêtes et droits. Personne n'aime se faire mentir. Quand vous prenez un engagement, respectez-le. Si vous dites à quelqu'un : « vos produits seront livrés dans 2 jours » et qu'un imprévu vous empêche de remplir votre obligation, dépêchez-vous d'appeler votre client pour lui expliquer ce contretemps.



## Voici quelques attitudes concrètes pour renforcer la relation de confiance

### › Racontez votre histoire

Faites vous connaître par votre clientèle en racontant votre histoire, ainsi que celle de votre entreprise. Vous pouvez dire d'où vous venez, raconter votre parcours professionnel, expliquer ce qui vous a mené à créer votre entreprise et comment vous y êtes arrivé. Si vous avez un site Internet, affichez vos photos, celles de vos employés et de votre entreprise (photos du magasin, de l'entrepôt, etc.). Vos clients auront vraiment

l'impression de vous connaître et seront plus aptes à vous faire confiance.

### › Donnez à vos clients la chance de s'exprimer

C'est connu: parler ça fait du bien! Alors il serait bien d'offrir à vos clients l'occasion d'exprimer leurs plaintes ou leurs commentaires. L'opinion de vos clients est une information précieuse pour votre entreprise.

### › Répondez rapidement aux e-mails de vos clients

Il est recommandé de répondre à vos clients en moins de 24 heures, car le client, en l'absence de réponses rapides à ses inquiétudes ou ses interrogations, ira chercher ailleurs et ne reviendra plus.

### › Récompensez vos clients

Vous pouvez offrir des primes ou des rabais après que le client ait atteint un certain volume d'achat ou bien vous pouvez inciter le client à acheter vos produits en lui donnant un petit cadeau à chaque commande qu'il fera.

### › Améliorez le traitement des commandes

Un processus de traitement des commandes précis et efficace est vraiment très important parce qu'un client qui achète chez vous pour la première fois ne reviendra pas si des erreurs évitables se sont glissées dans sa commande.





Dior

EAU SAUVAGE



Christian Dior



COACHING

Réussir son  
entretien  
d'embauche



■ Par Saïd Agbanrin  
Consultant Associé  
MANE GERE ASSOCIES AFRIQUE





Le thème du recrutement de collaborateurs qui ne tiendrait pas compte des différences de sexe ni de race, fait de plus en plus les titres des journaux. En pleine période de repentance généralisée, il est salutaire de constater qu'une telle prise de conscience sur ces sujets soit si largement partagée. Mais encore faut-il maîtriser quelques fondamentaux de la communication aussi bien écrite qu'orale. Le propos de cet article n'est pas de vous donner des conseils sur la rédaction de votre CV mais sur l'attitude à adopter lors de vos entretiens.

Communiquer, comme chacun sait, c'est «*entrer en relation avec quelqu'un ou quelque chose*». Pour entrer en relation, il faut une préparation, voire des préparations. On peut en distinguer deux sortes :

La préparation intellectuelle qui repose sur une charte dite de la «*discussion constructive*». Elle permet :

1) De préserver un dosage équitable de

la répartition du temps de parole entre les protagonistes.

2) D'orienter son esprit dans l'optique de comprendre l'autre.

3) De faire preuve d'une conception interactive et synergique de la rencontre.

La préparation matérielle qui conduit le candidat à l'embauche à posséder tout document susceptible de lui être demandé :

son CV, une lettre de motiva-

tion, ses pièces d'identité, un stylo, un cahier, etc.

L'intérêt de telles préparations est de pouvoir se concentrer d'avantage sur votre entretien que sur des éléments périphériques perturbants et ainsi être à même de mieux communiquer. Mais sachez que la communication obéit à des règles qui font qu'elle ne s'improvise pas :

## LES 5 LOIS DE LA COMMUNICATION

**1** Il n'y pas de message simple

La perversion du langage technique est un obstacle à la relation.  
«Plus je suis content de moi quand j'ai fini de parler moins l'autre a compris ce que je veux lui dire»

**2** Ce qui est évident pour moi ne l'est jamais pour l'autre

Il n'y a qu'une réalité mais plusieurs façons de la voir.  
«Plus le récepteur opine du Chef moins il comprend ce que je dis»

**3** Il faut toujours faire reformuler le récepteur

La reformulation est le seul moyen de sécuriser à la fois l'émetteur et le récepteur  
«La cohérence naît de la compréhension»

**4** Inutile de marteler le même message, toujours le reformuler différemment

«Un message répété et mal compris génère toujours un doute voire désaccord»

La bonne communication consiste à s'adapter à l'autre.

**5** La signification de mon message, c'est la réponse que je reçois

«L'échec et le succès d'une relation sont toujours internes, jamais externes»

C'est de mon message que dépend le comportement de mon récepteur.

Mais il existe aussi un autre aspect de la communication !

### La communication non verbale.

Cela peut être l'écriture comme l'aspect comportemental. L'art d'écrire, c'est d'abord se poser trois questions fondamentales :

1) Pourquoi est-ce que j'écris ceci?

2) Quel est mon but poursuivi ?

3) Comment le lecteur va-t-il réagir ?

Mais plus simplement, il faut écrire naturellement en utilisant des mots et des phrases que l'on maîtrise. Dès lors, il n'y a qu'à suivre quelques lignes directrices :

a) Utiliser un langage bien déterminé, spécifique : La manière la plus sûre pour maintenir votre lecteur intéressé est d'être précis,

b) Mettez vos déclarations dans une forme positive:

Ex «*il n'arrivait pas souvent à l'heure aux réunions* » n'engage à rien. Il est préférable d'écrire : «*En général, il arrivait en retard aux réunions* »

c) Omettez les mots inutiles dans votre vocabulaire écrit : «*de fait que*», «*à l'égard de*», «*de la part de*», «*dû à*»,

d) Utilisez des verbes actifs : Les verbes sont les pivots de la structure de la phrase. Donnez leur du poids dans vos phrases. Les adverbes alourdissent vos phrases.

e) Revoir et récrire : Peu d'auteurs sont en mesure d'écrire un premier brouillon qui soit parfait. Il faut corriger votre brouillon en éliminant certains mots.

f) Variez le style et la longueur de vos phrases : écrivez dans un style varié pour ne pas décourager votre lecteur. Une structure qui suit toujours le même schéma, le nom après le verbe, sans changement dans le rythme peut être aussi ennuyeuse que des phrases longues.

### La communication comportementale

Il s'agit des attitudes, gestes et postures que l'on adopte quand on communique. Ainsi, croiser les bras est perçu comme une fermeture, avoir les mains en «*supination* » c'est-à-dire ouverte, serait un signe accueillant. Regarder votre interlocuteur droit dans les yeux est un signe d'intérêt évident (attention cependant à ne pas le gêner, avec un regard insistant : alternez !)

Vos chances d'embauche seront démultipliées si toutes ces règles sont observées. Mais il n'y a bien sûr aucune fatalité. Nous observons chez Mane Gere Afrique, que tout candidat qui évite de se mettre des freins, obtient des résultats. Plus aucune entreprise digne de ce nom n'embauche sur la seule vue d'un CV. Dans le mot recrutement, il y a le terme «*recrue* » qui signifie «*personne qui vient s'ajouter à un groupe* ».

Par conséquent, lorsque les compétences sont réelles et soutenues par une véritable communication, les entretiens de recrutement ne sont plus sources de stress.

# ERIC PANTOU

avocat au barreau de Paris



## « La corruption est une vraie plaie pour le continent africain... »

Originaire du Congo Brazzaville, Éric Pantou vit en France depuis une trentaine d'années où il a effectué ses études supérieures sanctionnées par un doctorat d'État de l'université Paris Nanterre. Il a été chargé de cours dans cette université pendant 4 ans avant d'embrasser la carrière d'avocat après un CAPA obtenu en 1992. Inscrit au Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau de Paris en 1993, ses domaines de prédilection sont le droit commercial avec une spécialisation en baux commerciaux. Il intervient également en droit social et un peu en droit pénal surtout sur les dossiers mettant en cause les violations des droits humains. C'est le cas notamment de l'affaire dite «des disparus du Beach de Brazzaville» dans laquelle il a défendu des parents de victimes.

■ Propos recueillis par Jeanne Agondanou

### De la faculté de droit aux prétoires, le chemin est long. Sans appui de parrains puissants, peut-on encore devenir un avocat réputé, de nos jours ?

Je pense qu'avant de revendiquer la notoriété qui n'intervient qu'après plusieurs années d'ancienneté, l'Avocat a d'abord le souci légitime de pouvoir vivre de son métier. Il faut cependant constater que la crise sans précédent qui frappe l'économie du monde n'épargne pas la profession et particulièrement nos petits cabinets d'avocats issus de la diaspora africaine. Nous vivons essentiellement de procès civils et pénaux et sommes tenus à l'écart des activités de conseil et de contentieux des sociétés opérant sur le continent africain génératrices de revenus conséquents et susceptibles de conférer la notabilité.

Dans ces conditions, c'est vrai, il est difficile de devenir un avocat réputé même après plusieurs années de métier. Mais je ne crois pas qu'il suffise d'être adoubé. Et mon expérience m'incite à penser que le temps de petites structures c'est-à-dire des cabinets individuels est révolu. Il faut trouver des associés pour créer des synergies.

Par ailleurs, l'émergence de grands cabinets dirigés par des confrères africains relève d'un choix politique. Les décideurs africains doivent comprendre qu'il existe des compétences multiples et variées issues de la diaspora africaine et disposées à contribuer au développement de leurs «*business* » et du continent.

Ensuite, les avocats et notamment les plus jeunes d'entre nous devront faire preuve d'imagination. Des opportunités s'offrent à nous tel, par exemple aujourd'hui, le droit de l'environnement. Il faut savoir qu'actuellement toutes les activités économiques sont

encadrées par des normes environnementales strictes. C'est un marché immense !

### Voleurs et meurtriers d'enfants, ou génocidaires, tout le monde a droit à la défense. Où commence la morale pour un avocat ? Quelle cause est alors indéfendable ?

Tous les criminels ont-ils le droit d'être défendus ?

Permettez-moi, d'abord, de rappeler que les viols, meurtres d'enfants ou génocides auxquels vous faites allusion sont des notions juridiques définies par l'État et réprimées par lui. Or, il importe que l'exercice de la poursuite et la sanction des fameux criminels interviennent dans le cadre d'un procès qui garantit la bonne application du droit. Et, précisément l'avocat est l'un des garants d'une bonne application du droit

Ma réponse est donc sans équivoque: Oui ! Tous les criminels ont le droit d'être défendus!

### Parlons politique. Dans certains pays africains, les caisses noires des présidents sont comme des tonneaux des Danaïdes, et les Trésors publics leurs coffre-forts. Comment remédier à cela ?

La corruption est une vraie plaie pour le continent africain. Les politiques africains ne semblent utiliser les «*formes démocratiques*» que pour légitimer les multiples spoliations des richesses de leurs pays.

Comment y remédier ? C'est un chantier pour tous les citoyens.

Récemment, les Églises africaines se sont engagées contre la corruption lors d'un synode à Rome. Le journalisme d'enquête qui permet de déceler des cas de corruption est également un outil important. Les universitaires devraient rechercher les causes de ce comportement véral en Afrique.

# A L'AFFICHE

## CYRILLE DOSSA

### Réduire la fracture numérique

Le Centre Culturel Informatique et Internet (CC2I) à Orléans (Centre de la France), vient de lancer ses activités. Converti à l'économie sociale et solidaire, ce centre ambitionne de former des stagiaires au recyclage des ordinateurs.

Cyrille Dossa, directeur fondateur du centre assure : «*Cela fait 2 ans que je cherchais un endroit où installer le CC2I*».

Ici, l'ancien biologiste reconverti dans l'informatique solidaire, reconditionne les ordinateurs offerts par des mécènes, et sur lesquels les futurs apprenants du CC2I s'exerceront. L'homme n'est pas à sa première expérience informatique ou entrepreneuriale, ayant fondé, après une thèse en biologie, l'agence Pub et Cité à Nantes, spécialisée dans la communication des entreprises. ne pas être un simple donneur de leçons, qui parle et n'agit pas, il s'est rendu au Bénin avec des ordinateurs pour y lancer ADINTAF (Appui au Développement par l'informatique et l'Internet en Afrique). Cette ONG basée à Godomey, près de Cotonou, propose aux populations des formations aux TIC, mais s'implique également dans les diverses éditions de la Fête de l'Internet au Bénin.

Naviguant donc entre l'Afrique et la France, Cyrille Dossa veut participer à la résorption de la fracture numérique par cette formation de stagiaires au recyclage informatique et au montage d'équipements solaires pour les pays du Sud. «*Il faut arrêter la course au consumérisme et se recentrer sur les vraies valeurs. Je veux promouvoir les logiciels libres, les ordinateurs recyclés et le solaire afin d'aider les citoyens d'ici et de là-bas déjà frappés par la fracture numérique...* ». Tout un programme.

■ Koko Rapey



## ALLÔ DOCTEUR

### 3 conseils pour arrêter de fumer sans (trop) grossir

#### L'arrêt du tabac n'est pas forcément synonyme de kilos en plus !

Trois recommandations des médecins pour éviter la prise de poids :

**1. NE PAS ENTAMER DE RÉGIME AU MOMENT OU VOUS ARRÊTEZ**, afin d'éviter une double contrainte.

**2. ÉVITEZ AUSSI LE GRIGNOTAGE**, notamment des produits caloriques (chocolat, pâtisseries, cacahuètes...) et si vous craquez, optez

plutôt pour les aliments de basses calories.

**3. REPRENEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE**, même modérée, pour augmenter les dépenses caloriques et évacuer le stress...

Parce que chaque fumeur est unique, il est recommandé de consulter un médecin ou un spécialiste qui vous aidera à choisir la méthode de sevrage la plus adaptée.



#### LES ALIMENTS ANTIOXYDANTS

Savez-vous que certains fruits et légumes sont particulièrement riches en composés antioxydants ? Ces petites particules aident l'organisme à lutter contre les radicaux libres, substances nocives qui peuvent endommager nos cellules, provoquer le vieillissement de la peau et l'apparition de certaines maladies. Pour faire le plein d'antioxydants, buvez beaucoup de thé vert, croquez des grenades, des fruits rouges et des légumes secs.

#### POUR EN FINIR AVEC LES MAINS MOITES

Si on a tous les mains moites en cas d'émotion forte ou d'angoisse, certains en souffrent en permanence. C'est ce que l'on appelle scientifiquement l'hyperhidrose palmaire. Pour lutter contre cette transpiration excessive, la première solution (à valider par un dermatologue) est d'appliquer tous les deux ou trois jours un antitranspirant (crème, lotion, gel...). Autre traitement : la ionophorèse. Elle consiste à plonger les mains dans un bac d'eau traversé par un courant électrique. Cette technique de référence qui se déroule chez le médecin en plusieurs séances, peut supprimer l'hyperhidrose pendant des périodes assez longues.

#### SE MUSCLER AU BUREAU

Se tonifier en toute discrétion derrière son bureau ou lors d'une réunion un peu soporifique. C'est possible... On commence par se sentir droit pour muscler le dos. Puis, pour faire travailler le postérieur, on contracte les fessiers en comptant jusqu'à huit et ce, plusieurs fois par jour. Idem pour avoir des abdos en béton : contracter vos muscles pendant cinq secondes en respirant, puis relâchez. Si vous avez plus de place, écrivez des lettres de votre prénom avec vos pieds joints. Ce petit programme quotidien vous relaxera tout en participant à votre renforcement musculaire. Allez hop, au boulot !

## Votre enfant et le sport

A condition que l'activité choisie corresponde à son âge, à son caractère et à ses envies, les bienfaits du sport pour un enfant sont multiples.

■ Par Bilkiss Diabantantou

Le meilleur sport pour votre enfant ? C'est avant tout celui qu'il a réellement envie de pratiquer. La motivation doit rester le principal critère de choix d'une activité sportive. Mais, tiraillé entre l'influence des copains, vos avis de parents, ce qui a pu le fasciner à la télévision, votre enfant peut avoir du mal à faire un choix. Pour l'y aider, les clubs sportifs proposent de plus en plus souvent des cours d'essai en début de saison. Profitez-en pour lui proposer de tester différentes disciplines. L'important, en particulier pour un jeune enfant, est de s'en tenir à une activité ludique, vécue dans le plaisir et pratiquée sans excès.

#### A CHACUN SELON SES BESOINS

De manière générale, il est conseillé d'attendre qu'un enfant ait 5 ans pour lui faire pratiquer une activité sportive régulière. Même si, dès 3 ou 4 mois, votre petit peut prendre du plaisir à fréquenter les bébés nageurs ou le baby gym avec papa ou maman. C'est en galopant dans le jardin et en escaladant le canapé qu'il acquiert son «*vocabulaire moteur*» de base : grimper, sauter, lancer... De 5 à 8 ans, les sports les plus faciles d'accès sont les sports individuels, où l'enfant n'a à gérer ni partenaire, ni adversaire. Pour un meilleur développement psychomoteur de l'enfant, il est conseillé d'éviter à cet âge les sports asymétriques comme le tennis. Jusqu'en CP, les clubs sportifs privilégient l'éveil, l'initiation. L'enfant apprend à maîtriser son corps et son rapport aux autres. A partir de 7 ans, le schéma corporel est en place, ce qui signifie que l'enfant est capable de

coordination, d'adresse, d'équilibre, d'anticipation. L'endurance et l'esprit compétitif sont des qualités qui se développent surtout à partir de 10 ans.

#### UNE QUESTION DE CARACTÈRE

Le choix d'un sport doit bien entendu prendre en compte le caractère de votre enfant. Il est timide et manque de confiance en lui ? Un sport de contact comme le judo ou un sport collectif lui feront probablement le plus grand bien en le désinhibant. Il est hyperactif, combatif ? Un art martial peut lui apprendre à canaliser son énergie : le trampoline, le football ou le rugby. Il a du mal à se concentrer. En apprenant à diriger et soigner un poney, il pourra développer sa patience, son calme et sa confiance en lui. Il est craintif ? Optez pour un sport tactique, comme le tennis ou l'athlétisme, où il pourra s'affirmer dans la compétition, ou encore pour un sport dont il aimera le côté répétitif, comme la danse ou la gymnastique. Il se fatigue rapidement, a des problèmes de surpoids ? La natation, avec l'apesanteur de l'eau, peut être un choix judicieux. Dans tous les cas, mieux vaut s'en tenir à quelques principes simples pas plus de 4 à 6 heures de sport par semaine pour les 6-8 ans et de 6 à 8 heures pour les 9-12 ans, sport scolaire compris ; un équipement approprié, un bon échauffement... et à la fin, une bonne collation !



De manière générale, il est conseillé d'attendre qu'un enfant ait 5 ans pour lui faire pratiquer une activité sportive régulière.



## FORME ET BIEN ÊTRE

# Courez, vous vous porterez mieux !

S'il y a un sport facile à pratiquer, c'est bien celui-là. Pas question d'invoquer une inscription trop chère dans un club ou un lieu inadapté pour ne pas courir. Le footing peut se pratiquer par tout le monde. Rappel de ses bienfaits sur l'organisme.

■ Par Farida Nedjar

### LES BIENFAITS DU JOGGING SUR LE CORPS

- Vous prenez l'air et par conséquent vous vous oxygénez.
- Le jogging sollicite et tonifie presque tous les muscles ainsi que les articulations.
- Il affine le corps et notamment les jambes, petit à petit les muscles se dessinent.
- IL renforce l'ossature et permet de mieux fixer le calcium sur les os.

- Il améliore l'endurance.
- Il réduit le stress et l'anxiété
- Il muscle le cœur, contribue à diminuer le taux de cholestérol et renforce le souffle.

• La sécrétion d'endorphines (substance ayant des propriétés analgésiques proches de celles de la morphine) apporte une sensation de bien-être. Très vite, ce rendez-vous deviendra indispensable.

Bien évidemment, tous ces bienfaits ne vont pas se faire ressentir tout de suite. Il faut être fidèle à votre engagement et courir régulièrement pour en apprécier les bénéfices.

### LE PLUS

L'avantage du jogging est que c'est un sport accessible à tous. A moins d'avoir des problèmes physiques avérés, il n'y a pas de contre-indications particulières.

### LES CONSEILS POUR BIEN COURIR

- Choisissez les bonnes chaussures. La qualité et l'épaisseur de la semelle sont très importantes pour bien amortir les chocs.
- N'oubliez pas de commencer par quelques exercices d'échauffement et de terminer par des étirements.
- Allez-y progressivement. Ne grillez pas les étapes. Il n'est pas question de courir pendant deux heures dès la première fois. Commencez à faible allure en alternant 5 minutes de course et 5 minutes de marche. Ralentissez en trotinant, ne vous arrêtez pas brusquement. Puis au fur et à mesure de vos séances, vous réduisez le temps de marche pour le supprimer complètement. Très vite, vous arriverez à courir 20 minutes sans vous arrêter.
- Privilégiez un terrain souple, style allée de terre dans un parc ou un bois. Évitez le bitume.
- Hydratez-vous avant, pendant si possible, et après votre jogging. Et ce, quelque soit la température.

**Hydratez-vous avant, pendant si possible, et après votre jogging. Et ce, quelque soit la température.**



## ABDOULAYE FADIGA



# Les vertus de l'eau de source

Une cure thermale propose un traitement médical naturel en apportant des soins par l'eau de source. Sa spécificité : un impact global sur la santé. Elle a, d'une part, des effets biologiques différents en fonction des propriétés de l'eau (bicarbonatée, sulfurée, chlorurée ou oligométallique), des boues ou des gaz utilisés. D'autre part, la cure produit des effets thermiques et mécaniques en raison de la température naturelle élevée de certaines eaux et des soins prodigués. L'efficacité du thermalisme est scientifiquement prouvée sur de nombreuses pathologies, notamment les rhumatismes (60% des cures), le traitement des voies respiratoires (25%) et celui des appareils urinaire et digestif (7,5%). Les cures thermales peuvent aussi être suivies à titre de prévention ou d'entretien. Prescrites par un médecin, elles sont souvent prises en charge par la Sécurité sociale, mais le voyage et l'hébergement restent à la charge du curiste. Durant une vingtaine de jours, les patients reçoivent plusieurs types de soins : douche, bain, massage sous eau thermale, application de boue... Une cure de boisson (l'eau thermale à boire) complète souvent ces soins.

Pour s'adapter aux nouvelles tendances, certaines stations proposent des cures axées sur le bien-être. Elles permettent aux curistes de se détendre tout en profitant d'une expertise médicale. Elles ne sont pas remboursées par la Sécurité sociale. On trouve ainsi des cures pour le traitement de l'insomnie ou des troubles liés au surmenage et au stress. D'autres sont dédiées aux programmes minceur et même aux « maux de bureau » (douleur de dos, mauvaise circulation sanguine...). Preuve que les cures thermales peuvent être bénéfiques pour tous.



Né à Paris de parents maliens, il est champion du monde de boxe thaïlandaise WPMF (World professional Muy Thai Federation)\* depuis 2007 et sept fois de suite champion de France de cette discipline. A 26 ans, ce jeune éphèbe (1m80, 71kilos) affiche un palmarès de taille : sur 64 combats, 60 ont été gagnés dont 42 par KO. Garde de corps de célébrités (P. Diddy, Nathalie Portman, Bono) et également entraîneur, Abdoulaye Fadiga se rend souvent en Thaïlande pour se ressourcer et s'entraîner afin de dispenser son savoir-faire à un public varié, qui va des forces spéciales françaises jusqu'aux cadres des beaux quartiers parisiens, en passant par les jeunes détenus. Il est le seul Européen d'origine africaine à accéder à la finale de la boxe thaï le 4 décembre dernier au Palais du Roi, un endroit mythique qui accueille plus de 400 000 spectateurs.

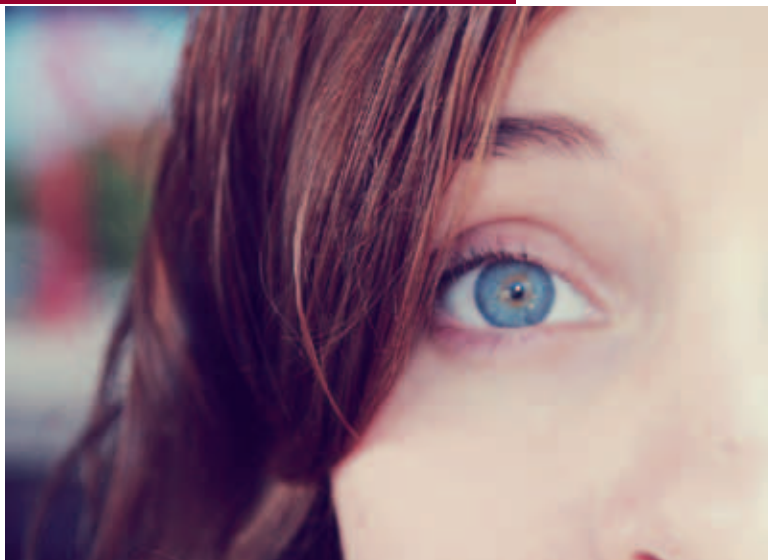
Mais le Franco-malien « n'a pas gagné la ceinture mondiale WPMF-WBC ce 4 décembre 2009 à Bangkok, sans doute à cause d'un changement d'adversaire à 36 heures du combat ! Toutefois, Abdoulaye Fadiga aura droit à sa revanche le 26 février prochain » déclare Sophie Boulet, sa conseillère en image.

Militant pour la démocratisation de la boxe thaïe en France et l'ouverture de salles dans tous les quartiers des grandes villes françaises, Abdoulaye Fadiga est célèbre en Thaïlande où sa discipline est pratiquée par plus de 250 000 boxeurs professionnels, et où des écoles recrutent de jeunes enfants dès l'âge de 6 ans. Le champion d'aujourd'hui a lui-même commencé à 12 ans. Très doué, il a rapidement remporté plusieurs compétitions interclubs organisées en Ile-de-France avant de passer pro à 17 ans et demi. A le voir combattre avec hargne, on se la peine à imaginer qu'il était asthmatique chronique dans son enfance.

\* Sport de combat très exigeant, la boxe thaïe est assez atypique par rapport au judo ou au taekwondo, car tout est permis : poings, coudes, genoux, coups de pied, corps à corps.



VOTRE SANTÉ



La vue c'est la vie !

Vous en avez assez de porter des lunettes depuis votre plus tendre enfance? Il est peut-être temps de songer à une opération. La chirurgie ne cesse de progresser en la matière et il existe plusieurs techniques adaptées aux différents défauts de la vision.

■ Par Djeneba Ndiaye

La chirurgie réfractive, utilisée pour corriger les amétropies (défauts de la vision), s'est considérablement développée depuis 1995, lors de l'apparition du lasik, un traitement laser. Environ 120 000 patients sont ainsi opérés chaque année avec cette technique en France et un peu moins en Afrique francophone. En pratique, la chirurgie réfractive concerne trois sortes d'amétropies que l'on corrige habituellement en portant des lunettes ou des lentilles : la myopie (on voit mal de loin et bien de près), l'hypermétropie (la vue est imparfaite de près et de loin) et l'astigmatisme (l'image manque de précision de près comme de loin). Il est conseillé de ne pas se faire opérer tant que les amétropies ne sont pas stabilisées. On estime que l'amétropie est

stable quand, pendant deux ou trois ans, le patient n'a pas changé la puissance de ses verres correcteurs, soit entre 20 et 25 ans en général. Il existe des contre-indications à la chirurgie. On n'opérera pas trop jeune, rarement avant 20-25 ans, et jamais une personne qui n'a qu'un seul oeil. La grossesse est aussi une contre-indication temporaire. Les techniques de chirurgie réfractive les plus employées sont les méthodes soustractives, qui coûtent entre 700 et 1500 euros par oeil. Elles ne nécessitent qu'une simple anesthésie de l'oeil par instillation de collyre et consistent à corriger la courbure de la cornée ou à régulariser sa surface au moyen du lasik ou de la PKR (photokératectomie réfractive). La PKR est utilisée habituellement pour les faibles

myopies entre -1 et -3 dioptries. Cette intervention est assez douloureuse dans les jours qui suivent, mais elle permet de récupérer une très bonne vision au bout d'une semaine. La PKR nécessite deux interventions car les deux yeux ne sont pas traités le même jour.

Pas de problème en revanche pour le lasik. Les deux yeux peuvent être opérés simultanément. L'intervention est totalement indolore et le patient recouvre sa vision quasiment dès le lendemain. 98% des opérés retrouvent une vision spontanée, permettant de se passer de lunettes ou de lentilles de contact. Cependant, comme pour n'importe quelle intervention, le risque zéro n'existe pas. Des complications peuvent apparaître, mais elles sont extrêmement rares (0,1%) et les effets secondaires sont réduits (2%). L'autre forme de chirurgie réfractive est dite additive. Utilisée pour les très fortes myopies, elle consiste à ajouter un implant dans l'oeil et sa réalisation coûte plus chère au patient. Mais, comme on le dit, la santé n'a pas de prix.

DES COMPLÉMENTAIRES ALIMENTAIRES À LA LUTÉINE

Les compléments alimentaires pour les yeux contiennent de la lutéine. Cette substance est l'un des constituants de la rétine et du cristallin, et continue à les protéger de l'oxydation. Il faut savoir que la lutéine ne peut pas être synthétisée par l'homme. Elle doit être impérativement apportée par l'alimentation. Or, les apports habituels quotidiens sont souvent très faibles. Ces compléments alimentaires sont souvent demandés par des personnes âgées pour combattre le vieillissement oculaire, ou par les fumeurs, qui ont plus de risques de développer des maladies de la vision. Ils peuvent aussi être utilisés pour lutter contre la fatigue visuelle due à un travail intensif sur écran.

Showbiz



Salif Keita

A 60 ans, dont quarante consacrés à la musique africaine, le griot mandingue signe ici un album de belle facture : La différence. C'est le troisième volet d'une trilogie entamée avec Mofou (2002) et M'Bemba (2005). Réalisé par Patrice Renson (également aux manettes du dernier

album de Vanessa Paradis) cet opus est déjà adopté par de nombreux mélomanes qui y ont découvert de belles reprises comme Folon, Papa et Seydou, mais aussi des inédits comme Ekolo d'amour. Au passage, Salif Keita clame son appel à la tolérance, à travers la chanson éponyme La différence : je suis un Noir, ma peau est blanche... » psalmodie le chanteur pour dénoncer l'ostracisme dont sont victimes les albinos, quand ce ne sont pas des meurtres rituels. « Au XXIe siècle, je vois encore qu'il y a des sacrifices humains. On vend le sang des albinos, leurs cheveux, leurs membres... » s'insurge le chanteur, qui a créé en 2001 une fondation qui porte son nom, et qui est dédiée à la défense des albinos africains.

Raphaël Saadiq

Son dernier album, sorti en 2008, « The way I see it », est un vrai régal acoustique. L'automne dernier, Raphaël Saadiq a fait une tournée triomphale en Europe et a surtout séduit la gent féminine parisienne et londonienne par son look rétro. Costume cintré, cravate assortie et lunettes à grosses montures, le nouvel ambassadeur de la Soul music donne l'impression de vivre à l'époque de Chicago sous l'emprise d'Al Capone. Pourtant, à ses débuts avec le groupe Tony ! Toni ! Toné ! le Californien s'habillait de jean baggy et de casquette. C'est vrai que son style musical était tout autre



le R'n'B. Né Charlie Ray Wiggins le 14 mai 1966 à Oakland en Californie, Raphaël Saadiq a commencé la musique à six ans, jouant de la basse dans son école et à l'église. C'est en devenant chanteur et principal producteur dans le trio Tony ! Toni ! Toné ! qu'il se fait un nom, créant un véritable mouvement mu-

sical : le New jack swing. Il adoptera le nom Raphaël Saadiq en 1995.

Tiger Woods

Suite à ses récents déboires conjugaux, la marque de montres de luxe TAG Heuer a décidé de ne plus utiliser l'image du golfeur star pour sa communication aux États-Unis, à l'instar d'Accenture, un autre sponsor du sportif. Néanmoins, le groupe LVMH a toujours un contrat de collaboration avec lui, mais le montant a été révisé en raison des révélations d'adultère de Tiger Woods. Le joueur au visage d'ange, l'homme au milliard de dollars de gains s'est éloigné des greens, le temps de se refaire une petite santé, voire de tenter de sauver son mariage. Ce qui n'est pas gagné : son épouse Elin Nordegren a engagé un as du barreau, spécialiste des divorces de stars. Pas sûr non plus que les tabloïds anglo-saxons le laissent en paix avec ses déboires conjugaux et professionnels.



Cheb Mami

Incarcé en France suite à sa condamnation, en juillet 2009, par le tribunal correctionnel de Bobigny (banlieue parisienne) à cinq ans d'emprisonnement ferme, pour avoir organisé l'avortement forcé de son ex-compagne dans sa villa algéroise en août 2005 -tentative qui avait échoué- le chanteur franco-algérien « peut espérer sortir fin 2011, s'il se conduit bien en prison », selon son avocat.





A LIRE



**Eric Nguyen** est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de lettres modernes et d'un DEA en Relations internationales de la Sorbonne. Il a enseigné l'Histoire en classe préparatoire à l'Institut catholique de Paris. Il travaille actuellement dans un ministère tout en continuant à enseigner. Il a publié 200 fiches sur les hommes et Les événements du XXe siècle, La politique étrangère des États-Unis depuis 1945 et L'Asie géopolitique aux éditions Studyrampa.

**Les relations Chine-Afrique :**  
l'empire du Milieu à la conquête  
du continent noir,  
Eric Nguyen, Studyrampa,  
septembre 2009, 141 p.

L'ouvrage d'Eric Nguyen propose un point de vue embrassant autant que possible la multitude des aspects gouvernant les relations entre la Chine et les pays africains. Le thème des relations sino-africaines en particulier donne lieu à des publications souvent très documentées, mais dont la profusion empêche d'une part de se faire une représentation globale des enjeux. L'ouvrage d'Eric Nguyen, par sa présentation simple, claire et pourtant assez complète, pour son format, permettra certainement d'aller contre cette tendance.

La présence ancienne de la Chine en Afrique. La première partie offre un aperçu historique qui contrairement à nombre d'autres rappels historiques sur ce sujet, constitue une véritable introduction au reste du livre. En effet, l'auteur ne se contente pas de rappeler l'ancienneté de la présence chinoise en Afrique, mais en explique les limites.

La Chine en quête de matières premières. Le soutien de la croissance chinoise repose sur ses industries manufacturières dont la production est essentiellement (60%) destinée à l'exportation. Celles-ci consomment tant d'énergie que la Chine serait contrainte en 2010 d'importer 55% de son pétrole. L'Afrique, dont les réserves sont estimées à 9,5% des réserves mondiales, et dont le pétrole est de bonne qualité, joue ainsi un rôle important pour l'approvisionnement de la Chine. Cependant, s'appuyant sur l'étude d'Erica Downs (Facts And Fictions Of Sino-African Energy Relations), il rapporte que la place actuelle de la Chine en Afrique pour la production de pétrole est encore assez petite, puisqu'elle est obligée d'en acheter la majeure partie sur le marché au lieu de le produire elle-même. Outre le pétrole, la Chine est également en quête de minerais de toutes natures, mais aussi de bois tropicaux et de matières premières agricoles (principalement de coton).

**L'AFRIQUE : UN MARCHÉ  
POUR LES CHINOIS.**

L'Afrique représente de plus un marché pour les entreprises chinoises de travaux publics. Celles-ci l'emportent sur leurs concurrentes occidentales pour deux raisons : leurs coûts sont moindres de 50%, et les pays occidentaux ont peu à peu abandonné la construction d'infrastructures au profit du commerce de technologies. Les compagnies chinoises de BTP sont en outre aidées par les autorités chinoises, et les contrats remportés s'inscrivent dans le cadre de la quête pékinoise pour les matières premières.

L'Afrique : un multiplicateur de puissance pour Pékin sur la scène diplomatique. Sur le plan diplomatique, l'enjeu est tout d'abord d'isoler Taïwan, et les partenaires de la République populaire sont obligés de rompre tout lien avec Taïwan, de gré ou de force.

Taïwan n'a pas les moyens financiers de concourir avec la République populaire, et dans le cas où un pays important aux yeux de la Chine refuse de céder par intérêt financier à ses demandes, celle-ci peut occasionnellement abandonner sa non-ingérence proclamée pour tenter un coup de force; c'est ce qui s'est notamment passé au Tchad en 2006, le risque de se voir déposer par des rebelles soutenus par la République populaire ayant convaincu Idriss Déby de changer ses alliances. Le groupe des pays africains alliés à la République populaire lui a permis par treize reprises de s'opposer à l'entrée de Taïwan à l'ONU.

**L'AFRIQUE, DONT LES  
RÉSERVES SONT ESTIMÉES  
À 9,5% DES RÉSERVES  
MONDIALES, ET DONT  
LE PÉTROLE EST DE BONNE  
QUALITÉ, JOUE UN RÔLE  
IMPORTANT POUR L'APPROVI-  
SIONNEMENT DE LA CHINE.**

GUINÉE BISSAU

**BACAI SANHA**

incarne-t-il le renouveau ?



Début février 2010, le brouillard des errements diplomatiques s'est dissipé en Guinée Bissau. Le président Bacai Sanha élu en juillet 2009, après l'assassinat de l'ancien président Nino Vieira, pilote une diplomatie claire. En dépit des rapports intenses de coopération qui lient la Guinée Bissau au Portugal, pays colonisateur, Malam

Bacai Sanha ne néglige pas la France, l'une des puissances européennes-c'est en France qu'il s'est longuement soignée début 2010- et encore moins la Chine : « parce qu'elle a les conditions financières, techniques et scientifiques nécessaires pour aider l'Afrique à se développer » professe le chef de l'État bissau guinéen. La Chine pourrait aider la Guinée Bissau à atteindre l'autosuffisance alimentaire dans la production du riz, qui pourra devenir à terme un produit d'exportation; sans compter la transformation des produits agricoles et la construction d'infrastructures. Mais, le président Sanha sait pertinemment que l'aide chinoise est subordonnée à une concession diplomatique de taille : la non reconnaissance de Taïwan. Aussi n'hésite-t-il à déclarer: «... Moi, je défends un principe, celui d'une Chine unique et inséparable. Je souhaite que Taïwan revienne à la partie continentale de la Chine, et je crois que cela ne va pas tarder, pour constituer la grande Chine que tout le monde connaît... Je suis pour une Chine unique indivisible et nous serons aux côtés de la Chine dans cette bataille ». Presque aussi royaliste que le roi. On peut difficilement lui reprocher cela. Sur les pressions de la Chine, des pays comme le Tchad et le Sénégal sont eux-aussi devenus réfractaires à l'indépendance de Taïwan. Pour éloigner le spectre de l'instabilité et de la violence politiques dans son pays, Malam Bacai Sanha se déclare homme du dialogue national; prévoyant d'initier la concertation permanente avec les autres acteurs politiques de son pays, non sans se départir de la fermeté et de la rigueur dans sa lutte contre la criminalité et le trafic de drogue. Il est vrai que la moralisation des fonctionnaires bissau guinéens reste une urgence, tant certains policiers, soldats et juges sont inféodés aux trafiquants de drogue.

■ Arnaud Valette



## La nouvelle donne politique

L'armée nigérienne vient encore de s'illustrer en destituant le président Tandja le 18 février dernier. Le putsch, condamnable et condamné par la communauté internationale, était pourtant prévisible depuis la prolongation anti-constitutionnelle du mandat du chef de l'État nigérien. Une nouvelle perspective politique s'ouvre au Niger.

■ Par Arouna Touré



**L**e coup d'État du 18 février n'a pas surpris grand monde à Niamey. Nombreux sont ceux, parmi les 15 millions de Nigériens, qui l'ont appris avec soulagement. Des applaudissements et des youyous

de femmes ont même fusé au marché central de la capitale, à l'annonce de la mutinerie. Et des marches de soutien ont suivi le lendemain à Niamey, Zinder (deuxième ville du pays), à Dosso (sud) et Tahoua (ouest), aux cris de « vive l'ar-

mée nigérienne ! », « vive le CSRD ! ». « Je n'ai pas compris Tandja, il a tout fait pour que ça lui arrive, résume Maman Abu, directeur du journal *Le Républicain*. Devenu subitement autiste, ivre de pouvoir, il n'écoutait plus personne. Il croyait pouvoir rester indéfiniment au pouvoir sans rendre compte au peuple nigérien ! ». Et pour cause. Depuis la suspension du dialogue entre le camp présidentiel et l'opposition début février, le 1er producteur mondial de l'uranium était plongé dans une crise dont l'issue ne pouvait être que fatale au président qui s'accrochait à son fauteuil après dix ans de pouvoir. Les négociations engagées sous l'égide de l'ex-président nigérien Abdulsalami Abubakar, médiateur de la CEDEAO, ont achoppé sur l'exigence des opposants : le retour à l'ordre constitutionnel d'avant référendum. Car le président Tandja, natif de la région de Diffa (sud-est), s'est découvert à 71 ans des talents d'apprenti Néron. Au lieu de sortir par la grande porte de l'histoire du Niger, en cédant son fauteuil le 22 décembre 2009, au terme de son 2ème quinquennat, il avait pris les devants en dissolvant en août 2009 le Parlement et obtenu, par référendum, une prolongation de son mandat de trois ans. Un vote âprement contesté par les opposants qui voyait dans cette démarche une dérive dictatoriale. D'autant que Tandja a également dissous la cour constitutionnel qui tentait de le ramener à la raison. Voilà l'apprenti dictateur déposé par des militaires de rang intermédiaire acteurs d'un putsch éclair, qui a quand même coûté la vie à une dizaine de soldats loyalistes et à trois mutins, lors de l'attaque du palais présidentiel. Tirs à l'arme lourde, encerclement du palais présidentiel puis assaut final au moment d'un conseil de ministres où on devait décider du retrait du Niger de la CEDEAO : les putschistes n'ont pas fait dans la dentelle. Les putschistes ? Leurs leaders ne sont autres que le colonel Djibrila Hima Amidou, alias Pelé, chef de la zone de défense N°1, le chef d'escadron Salou Djibo, commandant de la compagnie d'appui de Niamey (désigné chef de la junte), l'aide de camp du Premier ministre Ali Badjo Gamatié et l'ex-homme de confiance de Daouda Wanké (décédé le 15 septembre 2004), qui a piloté en 1999 le coup d'État contre Baré Maïnassara; le 3ème pronunciamiento depuis l'indépendance du Niger. La suite ? Salou Djibo, chef du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD), assure que la junte ne souhaite pas s'éterniser au pouvoir, même si le porte-

parole du nouveau pouvoir exécutif et législatif, le colonel Goukoye Abdoukarim, a annoncé sur Télé Sahel la suspension de la constitution et de « toutes les institutions qui en sont issues ». Le moins que l'on puisse attendre de la junte est d'organiser à très courte échéance des élections présidentielles et législatives; puis de regagner ses casernes après le retour rapide à l'ordre constitutionnel. En nommant le 23 février un Premier ministre, en la personne du très consensuel Mahamadou Danda, jusqu'alors conseiller depuis dix ans à l'ambassade du Canada au Niger, la junte a fait un pas dans le retour du pouvoir aux civils. Énarque de son pays, Mahamadou Panda âgé de 59 ans a étudié également au Burkina et au Canada avant de décrocher un doctorat en sciences politiques à Bordeaux. Ancien ministre de la communication sous l'administration du général Ali Saibou, de 1987 à 1992, puis ministre de l'information sous le régime transitoire de Mallam Wanké en 1999, cet homme de dialogue a l'avantage de ne pas être sous l'influence d'un parti; même s'il a été secrétaire administratif du MNSD (mouvement national pour la société de développement), parti unique. « Je n'ai la carte d'aucun parti et n'assiste à aucune meeting politique » assure le nouveau Premier ministre. Quant à Mamadou Tandja, toujours détenu par la junte, au moment où nous mettons sous presse, il doit bien regretter la prolongation forcée de son mandat. Pourvu que cela serve de leçon à d'autres présidents africains tentés de s'accrocher au pouvoir, par des subterfuges, au delà de leurs mandats.



**S**alou Djibo est né le 15 avril 1965 à Niamaro, à l'ouest du Niger et a fait ses études secondaires à Niamey jusqu'au Bac. L'ancien élève de l'École militaire de Bouaké (Côte d'Ivoire), spécialisé dans l'armement lourd, a commandé plusieurs garnisons de province, avant de diriger depuis 2005 de la Compagnie d'appui, l'unité blindée qui a attaqué le palais présidentiel.



# ABONNEZ-VOUS

Magazine MANAGERS  
L'Afrique qui gagne, sa diaspora qui réussit.



*Managers est le meilleur dans son créneau, qui vous raconte les ambitions et le succès des Africains du continent et de la diaspora.*



**OFFRE ANNUELLE EXCEPTIONNELLE !**

**1 an d'abonnement = 6 numéros + 2 gratuits**  
**20 euros au lieu de 25 euros**

## BULLETIN D'ABONNEMENT

A RETOURNER A MANAGERS : SERVICE ABONNEMENTS - 1 PASSAGE SAVART PARIS 20ème

### OUI JE M'ABONNE A MANAGERS POUR :

- **France-Afrique CFA**  
1 an (6 numéros) 20 euros au lieu de 25 euros /  
2 ans (12 numéros) 38 euros au lieu de 50 euros /
- **Autres pays**, nous consulter au 00 336 78 21 10 67

### REGLEMENT

- Chèque bancaire ou postal à l'ordre de Managers

Nom .....

Prénom .....

Code postal .....

Ville .....

Pays .....

Adresse e-mail .....

Téléphone .....

ATTENTION : pour tout abonnement hors France et Afrique CFA, nos tarifs sont fonction de votre zone de résidence  
Informatique et libertés : le droit d'accès et de rectification des données vous concernant peut s'exercer auprès du Service abonnement.  
Sauf opposition formulée par écrit, les données peuvent être communiquées à des organismes partenaires.

# ENJEUX POLITIQUES

**TOGO**  
**DJIBOUTI**  
**RWANDA**







# TOGO

## 10 hommes de pouvoir

Ce sont les inconditionnels du président togolais, qui continueront de jouer un rôle de premier plan, même après l'élection présidentielle. Mais ils savent bien que la moindre trahison leur sera fatale.

■ Par Alexandre Tozeun

### Général Ayéva

Pour avoir été irréprochable dans la gestion de l'intendance de l'armée, et réussi à désamorcer la crise au sein de la Fédération togolaise de football en 2006-2008, ce militaire humaniste demeure une oreille écoutée du chef de l'État togolais dont il est le directeur de cabinet depuis janvier 2008, en remplacement de Pascal Bodjona. Figure emblématique de la lignée royale des Tem, au centre du pays, le général Essofa Ayéva utilise sa proximité avec le président -au risque de subir les critiques acerbes- pour drainer des projets d'infrastructures dans sa région natale de Sokodé.



### Pascal Bodjona

Physique de bon vivant, visage toujours avenant, homme affable et aimant plaire, le ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale, chargé des Collectivités locales, et porte parole du gouvernement a également été ambassadeur du Togo aux États-Unis. Accusé en 2005 de museler les médias, de falsifier les listes électorales et de réprimer les opposants, l'homme a aujourd'hui à cœur de faire vivre au Togo un scrutin présidentiel aussi transparent que possible.



Le président togolais, Faure Gnassingbé

### Adji Othet Ayassor

«C'est l'un des cadres dont le Togo peut vraiment s'enorgueillir», s'exclame souvent le président Faure Gnassingbé devant ses interlocuteurs, en parlant du ministre de l'Économie et des finances. Le fait d'armes de cet ancien Secrétaire général du gouvernement, et qui lui vaut tant d'éloges présidentielles : avoir fait regagner au Togo la confiance de la Banque africaine de développement, ainsi que celle du FMI et de la Banque Mondiale. Au point où Lomé bénéficie aujourd'hui de l'initiative PPTTE, et est devenu un bon élève du FMI avec 2,7% de croissance en 2009. Adji Othet Ayassor a le mérite d'avoir fait scrupuleusement appliquer les réformes économiques préconisées par le FMI.

### Gilbert Bawara

Le ministre de la coopération est l'interlocuteur privilégié des partenaires au développement du Togo. Ce natif de Siou, préfecture de Doufelgou (dans la région de Kara) a largement contribué à la reprise des négociations entre le Togo et les bailleurs de fonds. D'où le financement de l'aménagement de 1000 pistes rurales par l'Union Européenne, et l'admission du Togo au programme Initiative de Réduction de la Pauvreté (DSRP).



### Marc Dédériwé Aply-Bidamon

Ancien directeur général de Togo cellulaire, cet ami du président Faure est à la tête des douanes togolaises depuis juin 2008. Titulaire d'un Master en ingénierie des télécommunications obtenu à l'Institut national des télécommunications de Paris, cet homme à poigne a initié un management de performance au sein de l'administration douanière et les résultats ont suivi.

### Ingrid Awadé

La directrice générale des impôts est l'une des rares femmes de pouvoir au Togo. Non pas que la société togolaise est misogyne, mais les femmes togolaises -les célèbres Nana Benz- ont leur chasse gardée qui est le commerce et se montrent peu intéressées par le pouvoir. Quoique les mentalités évoluent peu à peu. Engagée dans la lutte contre la corruption, Ingrid Awadé suscite beaucoup d'inimités, mais garde la confiance du chef de l'État.

### Guy Madjé Lorenzo

Lui, c'est l'homme de la relance de la balance commerciale du Togo, l'atout maître du président, dont il a été conseiller économique. Doté du flegme british, le ministre délégué à la Présidence, chargé du commerce et du secteur privé a été investi d'une mission de taille : revigorer la balance commerciale togolaise et dopper la création d'entreprises dans le secteur privé.



### Mey Gnassingbé

Président de l'ONG «Jeunesse en mouvement», chargé de mission à la présidence, le frère cadet du président se trouve, par la force des choses, dans le cercle du pouvoir. Manoeuvre électoraliste ou pas, son association caritative offre des vivres, des vêtements et des fournitures scolaires aux démunis.



### Esso Solitoki

C'est le tout puissant secrétaire général du RPT (parti au pouvoir) depuis 2006, sur lequel le président s'appuie pour verrouiller cette machine à mobiliser l'électorat, et la garder acquise à sa cause. L'ancien chef du cabinet présidentiel et ancien ministre de la Communication est titulaire d'une licence en lettres obtenue à l'université de Lomé et d'un doctorat de 3ème cycle en sciences et techniques de l'information obtenue à l'Institut national de presse à Paris. Ancien présentateur vedette du journal à la télévision togolaise (1973-1979), il a été ensuite directeur de la radio et de la télévision togolaise de 1979 à 1986 puis attaché de presse du président Eyadema de 1986 à 1995. Il passera un an au poste de chef de cabinet du président, avant d'être nommé ministre de la communication et de la culture de 1995 à 1996 puis ministre de la communication et de la formation civique de 1996 à 1999.



### Gilbert Houngbo

Selon toute vraisemblance, le Premier ministre togolais devrait changer de poste après le scrutin présidentiel; quoique son maintien ne sera pas non plus une énorme surprise. Cet ancien fonctionnaire onusien (ex-secrétaire général adjoint de l'Onu) est titulaire d'une maîtrise en gestions des entreprises de l'université de Lomé, ainsi que d'un DESS en comptabilité et finance obtenu à l'université du Québec au Canada.





# Djibouti veut attirer davantage d'investisseurs

Sous l'impulsion du président Omar Guelleh, Djibouti est entré de plain pied dans l'e-Gouvernement, un projet qui porte sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (NTIC) par les administrations publiques en vue de rendre « plus accessibles » les services publics à leurs usagers et à améliorer leur fonctionnement interne. Ce projet prévoit dans sa première phase, l'interconnexion des différents ministères par une liaison en fibre optique et la réalisation d'un « Datacenter », ou centre de traitement de données, pour l'hébergement de serveurs informatiques ainsi qu'une évaluation des besoins en infrastructures réseau. A terme, ce projet doit permettre aux usagers djiboutiens d'avoir en ligne et sous l'adresse électronique « *djibouti.dj* », l'ensemble ou presque toutes les prestations de services que peut leur fournir leur administration. « *Mettre en ligne les données du pays est un gage de bonne gouvernance et de transparence* », affirme, en décembre 2009 à la presse, le secrétaire général du gouvernement, Mohamed Hassan. Ce projet permettra surtout à Djibouti d'être en phase avec l'ère du tout numérique et il devrait inciter à des changements au niveau de l'organisation et de nouvelles aptitudes du personnel de l'administration djiboutienne. Aujourd'hui le grand atout du pays est son port, et le rôle traditionnel du pays comme place stratégique importante. Les autorités oeuvrent ainsi à renforcer la position de Djibouti en tant que pôle d'entrée en Afrique australe et en Afrique de l'Est. Elles ont également à coeur de favoriser un partenariat franco-arabe dans différents domaines notamment celui de l'infrastructure, du tourisme, des énergies renouvelables de la géothermie, des chantiers navals

et de l'activité portuaire. Ceci afin de contribuer à la matérialisation du projet des chemins de fer Dakar-Djibouti et Djibouti-Afrique du Sud. Certes, pour attirer les investissements étrangers, Djibouti a assuré une stabilité politique et juridique, et créé une dynamique de partenariat, notamment avec les pays du Golfe; mais son appartenance à la Francophonie lui donne encore plus d'atouts pour jouer un rôle de messenger de paix à l'adresse des Arabes et de la Communauté française. Autres mesures prises par les autorités locales : le Code de la zone franche, le nouveau Code du travail avec l'instauration d'une plus grande flexibilité du marché du travail, le renforcement du guichet unique de l'Agence nationale pour la promotion des investissements, l'adoption d'une loi sur la propriété intellectuelle et industrielle et la finalisation du nouveau Code du commerce.



Le président djiboutien, Omar Guelleh

Ces mesures contribuent sans conteste à une nette amélioration du climat des affaires en République de Djibouti.



Un hôtel de standing, dans le centre de la capitale

## RWANDA

# LES MILITAIRES À L'HONNEUR

Le président rwandais, Chef des armées, Paul Kagamé

Le président Kagamé marque des points à la tête du pays, avec la nouvelle mentalité qu'il inculque aux militaires. Désormais, ceux-ci construisent des classes, des ponts ou des routes, soignent les gens ou préparent les champs.

■ Par Fulgence Niyonagize

Chaque jour, sur la route Kigali-Muhanga-Huye, les véhicules des militaires et de la police transportent des fers à béton et autres matériaux destinés à la construction des nouvelles classes. « *Nous construisons ces salles avec ces militaires sans crainte. Ce n'est pas comme avant quand on savait que le militaire était celui qui, avec son fusil, tirait, frappait, amenait en prison...* », dit ce prisonnier d'une cinquantaine d'années, habillé en rose qui, avec les autres détenus, civils et militaires, participent à la construction de l'école primaire de Kabgayi à Muhanga, au sud du Rwanda. Aujourd'hui que l'intérieur du pays est sécurisé, les 40 000 hommes, qui composent officiellement l'armée rwandaise, participent à diverses activités avec la population, lorsqu'ils ne sont pas en exercice : construction de maisons pour les personnes vulnérables, réparation des routes et des ponts, soins aux malades, entretien des terrasses radicales, préparation des champs de banane... « *Notre population avait de grands problèmes d'accès au dispen-*

saire. Mais avec l'armée, nous avons pu ensemble monter le nôtre et les gens n'auront plus à parcourir des kilomètres pour se faire soigner », dit Nkusi Felly Karake, secrétaire exécutif du secteur Kigali, dans la capitale.

### MILITAIRES MAÇONS, MÉDECINS...

Durant l'Army week (Semaine de l'armée) qui préparait le 4 juillet, journée de commémoration de la prise du pouvoir par le FPR, les militaires sont toujours très actifs dans toutes les provinces du pays. Immaculée Mukandori, soignée à cette occasion par des militaires dentistes du centre de santé de Gitarama, ne cache pas sa joie. « *Ils m'ont consultée gratuitement, nettoyé les dents et offert médicaments et conseils. Avant, j'avais peur de me faire soigner parce que, sans mutuelle de santé, je craignais de payer une forte somme d'argent* », dit-elle, toute fière de montrer ses dents. Selon Paul Jules Ndamage, maire du district de Kicukiro, grâce à l'aide de l'armée, le district prévoit de terminer cette année plus de 45 maisons destinées aux rescapés du gé-

nocide et aux plus démunis. Envoyés par le gouvernement ou souhaités par les districts, les militaires sont actifs dans la construction et réparation des routes, la lutte contre l'érosion, la plantation de café, les campagnes de vaccination...

### LES MILITAIRES NE FONT PLUS PEUR

Dans le district de Nyagatare à l'Est, les militaires du camp de Gabiro ont, eux, pris dans leurs fermes des dizaines de vaches et les ont données à la population environnante : « *Chaque fois que les moyens seront disponibles, nous les aiderons à se développer* », affirme, très optimiste quant à leur avenir, le général-major Nzaramba, qui dirige ce camp. Tout cela change la mauvaise image des militaires chez les Rwandais : « *Avant, quand nous voyions un militaire ou un uniforme, nous avions la hantise de la violation de nos droits* », affirment certaines personnes bénéficiaires des vaches. Elles disent ne plus en avoir peur, et des femmes confient qu'elles pourraient même épouser sans aucun souci un militaire.



# MAGAZINE MANAGERS

*L'Afrique qui gagne, sa diaspora qui réussit*

VOUS ÊTES

- > **UN ÉTUDIANT À FORT POTENTIEL**
- > **UN CADRE DYNAMIQUE**
- > **UNE ENTREPRISE PERFORMANTE**

**Le Magazine Managers  
vous accompagne**

**Managers, le premier magazine panafricain  
dédié à la réussite de l'Afrique et de sa diaspora**

Nous témoignons de votre savoir-faire et de votre compétence.

## Marcel KIMFOKO

conseiller du maire de Saint-Michel-sur-Orge  
(banlieue parisienne), inspecteur de sécurité  
urbaine à la mairie de Paris



**«Je ne suis pas certain  
que le débat sur l'identité  
nationale réponde aux vraies  
aspirations des Français...»**

Arrivé en France en 1981, il a étudié à l'École Supérieure de Commerce et de l'Industrie puis à l'Institut Supérieur de Gestion de Paris. Après un passage au Congo, il lui a fallu reconstruire sa vie en France. Entré par voie de concours au ministère de l'Intérieur où il a travaillé deux ans à la préfecture de police, il a finalement changé d'orientation pour s'intéresser depuis aux problématiques de sécurité. Pour se parfaire dans cette nouvelle branche, il s'est inscrit à l'université Paris V René Descartes et à l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure où il obtient un diplôme de 3ème cycle en Politiques et Dispositifs de Sécurité Urbaine. Depuis 2001, il est détaché à la Mairie de Paris où il occupe des fonctions d'inspecteur à la Direction de la Prévention et de Protection. Parallèlement à ces fonctions, et s'intéressant à la vie de la cité, il a été élu en 2008 conseiller municipal à Saint Michel-sur-Orge (banlieue parisienne), avec la délégation du maire sur les questions de prévention et de sécurité.

■ Propos recueillis par Guillaume Kipré

**Faut-il avoir des relations pour se  
faire élire conseiller municipal ?**

Oui, il faut avoir des relations avec des électeurs, mais on n'a pas nécessairement besoin de pistons pour être conseiller municipal. En fait, j'ai la chance, s'il faut le dire ainsi, d'avoir un parcours militant à travers des cercles de réflexion et associations qui m'ont permis de côtoyer et travailler avec des personnalités françaises et celles de mon pays d'origine (Congo Brazzaville). J'ai adhéré en 2004 à l'Union pour un mouvement populaire (UMP). Comme vous le savez, la commune constitue le premier niveau de l'administration publique et le premier échelon de proximité où s'exerce la démocratie locale. C'est l'endroit où on touche du doigt les préoccupations de nos concitoyens et leurs besoins en services publics. Le scrutin qui donne accès à la fonction de conseiller municipal étant un scrutin de listes, je me suis inscrit en mars 2008 sur la liste UMP menée par Bernard Zunino (qui sera élu maire de Saint-Michel-sur-Orge).

**Décrivez-nous votre journée type de  
travail à la mairie de Saint-Michel-  
sur-Orge ?**

Avant d'être conseiller municipal, je suis d'abord fonctionnaire à la Mairie de Paris où j'occupe le poste d'inspecteur à la Direction de la prévention et de la protection (DPP). Vous comprendrez pourquoi il m'a été confié la délégation de conseiller municipal chargé de la prévention et de la sécurité. Le code des collectivités territoriales accorde un certain nombre de garanties aux membres du Conseil municipal dans leur activité professionnelle. Ces garanties visent à permettre à l'élu de pouvoir consacrer un minimum de temps au service de la commune pour exécuter son mandat. Une journée de travail peut être consacrée à des réunions de commissions instituées par délibérations du conseil municipal, à des réunions des assemblées délibératives et bureaux des organismes comme le conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance où je représente la commune, et elle peut se terminer par une séance plénière du conseil municipal.

**Quels sont vos sentiments par rapport  
au débat actuel en France sur  
l'identité nationale ?**

Si l'identité nationale désigne à la fois un sentiment d'appartenance et la conscience de faire partie d'un ensemble national, elle est une construction qui s'inscrit dans le temps. La France s'est constituée au fil des siècles par l'accueil et l'intégration de personnes d'origine étrangère dont je fais partie. Ce grand débat doit permettre de valoriser l'apport de l'immigration à l'identité nationale, et de proposer des actions permettant de mieux faire partager les valeurs de l'identité nationale à chaque étape du parcours d'intégration. Nous sommes aujourd'hui à l'heure de la mondialisation, on parlerait plutôt de l'identité européenne que de l'identité nationale. Je ne suis pas certain que ce débat réponde aux vraies aspirations politiques des français. En revanche, elle risque de marquer les esprits pendant longtemps dans notre société.



## POINT FINAL



Madina Slimani

## Profitons-nous assez de la vie ?

L'histoire se passe à l'entrée de la station de métro Charles de Gaulle Étoile à Paris. C'est un matin de janvier glacial. Il est huit heures et les gens pressés partent au travail. Un chanteur africain, l'un des plus célèbres est là, debout et il commence à jouer. Il joue successivement et avec virtuosité ses œuvres célèbres. Près de mille personnes passent à côté de lui sans lui accorder la moindre attention. Un monsieur âgé ralentit, s'arrête quelques secondes et repart. Une femme jette un euro dans son petit pot sans même s'arrêter.

Puis, un homme s'arrête, s'adosse au mur quelques instants et l'écoute. Soudain il regarde sa montre et repart très vite, il est en retard. C'est un petit garçon qui va lui accorder le plus d'attention. Sa mère le tire par la main car elle est pressée elle aussi. Mais tout en la suivant, le gamin se retourne et continue à regarder le musicien. D'autres enfants feront la même chose en suivant leurs parents pressés et indifférents. L'artiste a joué ainsi sans s'arrêter pendant 45 minutes. Seulement six personnes l'ont écouté quelques instants.

Pourtant, plus de mille personnes sont passées devant lui. Il a reçu 32 euros au total... Lorsqu'il s'est arrêté de jouer, personne n'a rien remarqué, personne n'a applaudi. Une seule personne parmi la foule des passants a reconnu le crooneur. Une seule sur plus de mille ! Elle a reconnu King Sunny Adé, l'un des plus grands musiciens africains, adulé de par le monde ! Il avait joué gratuitement pendant 45 minutes, devant une bouche de métro ! Il avait interprété ses plus belles chansons ! Mais les passants n'avaient rien vu, rien entendu... Pourtant deux jours auparavant, King Sunny Adé avait joué les mêmes morceaux à « guichets fermés » au Palais omnisports de Bercy à Paris. Ce soir là, les spectateurs étaient émerveillés et avaient payé leur place environ 50 euros !

Ce concert improvisé devant la station de métro était une idée du magazine Managers. Votre journal voulait faire une enquête sur la perception, les goûts et les priorités d'action des gens. Les questions que se posaient les enquêteurs du journal étaient les suivantes :

« Est-on sensible à la beauté dans un environnement banal et à une mauvaise heure ? »

« Prend-on le temps de s'arrêter pour apprécier cette beauté ? »

Et aussi :

« A-t-on conscience du talent dans un lieu et des circonstances totalement inhabituels ? »

Une des leçons à tirer de cette expérience pourrait être la suivante :

Si nous ne nous arrêtons pas pour écouter un des plus grands musiciens au monde, qui interprète de merveilleux morceaux de musique, alors....

A côté de combien de choses merveilleuses sommes-nous capables de passer ?

Elle a reconnu King Sunny Adé, l'un des plus grands musiciens africains, adulé de par le monde ! Il avait joué gratuitement pendant 45 minutes, devant une bouche de métro !

## Managers

Bimestriel international indépendant  
fondé à Paris le 13 mai 2007 par Mouftaou Badarou  
(3<sup>e</sup> année)

Edité par LA GENERALE DES MEDIAS SARL

1 Passage Savart  
75020 Paris

Tel 06 78 21 10 67  
Fax 01 43 48 01 30

magazinemanagers@yahoo.fr

### DIRECTION

Directeur de la publication  
Actionnaire principal

MOUFTAOU BADAROU mouftaoubadarou@yahoo.fr

### REDACTION

Directeur de la rédaction Mouftaou Badarou

Rédactrice en chef déléguée Nicole Sarr

Rédacteur en chef adjoint Oussouf Diagola

Conseillers à la rédaction Mariama Bakary

Jean-Claude Lantenois

### REDACTION GENERALE

Franck Essénam Ekon, Fatouma Garba, Chérifa Olabissi,

Alpha O. Barry, Yves Martial, Arnaud Valette,

Daphné Benoît, Youcef Maallemi, Madina Slimani,

Farida, Nedjar, Yasmine Eltahawy, Prince Essonne M.Z,

Bilkiss Diabatantou, Georges Manuaku,

Djeneba Ndiaye, Alexandre Tozeu, Jeanne Agondanou,

Ambroise Yameogo, Arouna Touré, Guillaume Kipré

### COLLABORATEURS

Me Robert Dana, Saïd Agbanrin

### REALISATION

Maquette, fabrication Romain Ahouadi

ahroulex2002@yahoo.fr

Service photo Bernard Mévégué

Copyright photos Managers, AFP et DR

Documentation Jean-Jacques Ngoma

Révision Ida Bartoli, Denise Delamézrière

### COMMUNICATION ET PUBLICITE

Publicité et marketing Stani Audin Kimbakala

(06 27 85 00 07)

Publicité, ventes et abonnements Edmond Fournier

(06 15 62 18 89)

Communication et relations publiques Addis Ayinon

(06 21 06 02 55)

Chargés de mission Daouda Yaya, Moussa Kaffo

Service abonnements 1 passage Savart 75020 Paris

### EDITEUR

LPM Communications SARL

16 avenue Hoche 75008 Paris

Dépôt légal à parution

Imprimerie Pyramide 10 rue de Chabrol Paris

Le magazine Managers est téléchargeable (anciens numéros inclus) sur [www.relay.com](http://www.relay.com) et huit sites partenaires

# Les Afriques

## Et maintenant, l'Afrique !

Le monde aura de plus en plus besoin de l'Afrique, de son immense potentiel agricole et de ses matières premières, comme de sa population jeune et créative.

Il est temps, aujourd'hui, pour les entreprises du monde entier, de considérer l'Afrique comme une véritable opportunité de croissance.



Le premier journal financier africain,  
chaque semaine en kiosques.

Abonnements [www.lesafriques.com](http://www.lesafriques.com)





plaisir



douleur



plaisir



douleur

*Adapté par HSBC France*

Etre ouvert sur le monde, c'est comprendre  
les différences de points de vue.

[www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr)

HSBC 

Votre banque, partout dans le monde